



CONSEIL D'ADMINISTRATION SDIS 87

Séance du 10 février 2021

DELIBERATIONS

I) DELIBERATIONS

- N°2021-1-1 : Budget Primitif 2021
- N°2021-1-2 : Attribution de subventions - Exercice 2021
- N°2021-1-3 : Programme d'équipement 2021
- N°2021-1-4 : Marchés publics passés en 2020
- N°2021-1-5 : Bilan des décisions du bureau du conseil d'administration pour l'année 2020
- N°2021-1-6 : Convention UDSP /SDIS 87 Avenant N°3
- N°2021-1-7 : Surveillance et sécurité des baignades aménagées
- N°2021-1-8 : Accord transactionnel relatif aux heures excédentaires des SPP logés
Convention cadre et convention individualisée

II) ANNEXES

- Budget primitif 2021
- Reprise anticipée du résultat 2020 – Feuille de calcul du résultat prévisionnel

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Membre absent n'ayant pas donné délégation de pouvoir : 0

Délibération N° 2021-1-1 BUDGET PRIMITIF 2021

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrement suffrages :

- Pour : 16
- Contre : 0

Le projet de budget primitif 2021 est conforme aux orientations fixées par le Conseil d'Administration du 18 décembre 2020. Il assure au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne les moyens nécessaires à son activité dans le contexte particulièrement difficile pour ses collectivités contributrices de poursuite de la crise sanitaire.

Il associe la poursuite d'un volontarisme certain, tant en section de fonctionnement (et notamment en termes de masse salariale) qu'en investissement, avec le maintien des grands équilibres budgétaires.

Pour l'exercice 2021 le budget total de l'établissement s'établit à 35 913 140 €, en augmentation de 0,9 % par rapport à 2020.

Il repose sur la reprise anticipée du résultat de fonctionnement à hauteur de 2 839 753,1 €, constitué du résultat de l'exercice 2020 pour 481 533,1 € ainsi que du résultat de fonctionnement reporté de 2019 pour 2 358 220 €. L'affectation de ce résultat permet tout d'abord d'assurer un autofinancement complémentaire de la section d'investissement à hauteur de 319 300 €, mais également d'équilibrer les recettes de fonctionnement à hauteur de 2 520 453,1€.

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

En adéquation avec les orientations budgétaires, la section de fonctionnement représente une masse budgétaire de 27 225 140 €, soit une augmentation de 1,07 % par rapport au budget 2020, avec des dépenses de gestion en augmentation d'environ 3,7 %. Par ailleurs, l'inscription prudentielle en dépenses imprévues est reconduite à hauteur de 447 300 €, en diminution de 36%.

LES DEPENSES

Les charges à caractère général et de gestion courante (chapitres 011 et 65) : 4 568 900 €

Le projet de budget primitif pour 2021 retient une augmentation du niveau des dépenses de gestion courante de 3,2%, avec des enveloppes fortement contenues hormis les augmentations relatives à la maintenance de logiciels (9,5%) ainsi que celles liées au Covid, produits pharmaceutiques (+70 000 €), produits d'entretien (+20 000 €) et petites fournitures (+37 000€).

Les charges de personnel : chapitre 012 : 19 054 440 €

L'enveloppe qui représente près de 78,3% des dépenses réelles de fonctionnement est estimée pour 2021 à 19 054 440€, soit une progression annuelle de 3,86% par rapport au BP 2020.

L'augmentation s'explique principalement à la fois par la hausse de la prime de feu de 19 à 25% du traitement brut indiciaire des sapeurs-pompiers professionnels (390 000€), mais aussi par la mise en œuvre du plan de revalorisation des sapeurs-pompiers volontaires dans le cadre d'un plan pluriannuel (200 000 €) ainsi que par le protocole d'accord transactionnel relatif à l'indemnisation de sapeurs-pompiers professionnels logés (390 000 €).

Les charges financières : Chapitre 66 : 250 000 €

Le montant annuel des charges d'intérêts s'élève à 250 000 €, en diminution encore cette année de 8,9% par rapport au budget 2020 grâce à une diminution de l'encours de dette depuis plusieurs années (7,47 M€ au 1^{er} janvier 2021).

Les dotations aux amortissements : Chapitre 042 : 2 900 000 €

Le montant de la dotation aux amortissements atteint 2 900 000 €, un montant stable par rapport à 2020.

LES RECETTES

La reprise anticipée du résultat 2020 en recette à hauteur de 2 520 453 € permet pour cette année 2021 d'équilibrer la section de fonctionnement.

Cet équilibre est cependant très largement assuré par les contributions des collectivités financeurs qui représentent 96,5 % des recettes réelles de fonctionnement.

La participation des communes et établissements publics de coopération intercommunale est portée à 13 125 585 €, en augmentation de 129 937 € (+1 %).

La participation demandée au Département est de 10 135 581 €, en augmentation de 1% soit +100 352 €.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

Le montant total des dépenses d'investissement (remboursement du capital de la dette, opérations d'ordre et dépenses d'équipement) est estimé à 8 688 000 €. Ce qui représente une légère augmentation de 0,42 % par rapport au budget de 2020. Quant aux dépenses réelles d'investissement, avec des reports s'élevant à près de 1 195 804,20 €, elles s'élèvent à 7 728 000 €.

• Chapitres 20-21

Programme annuel d'acquisition
des véhicules, engins et
matériels et réseaux 3 909 338 €

Dont travaux réparations dans les CS 211 814 €

• Chapitre programme d'équipement

Principales opérations prévues :

| | |
|--|-----------|
| Centre de Secours de Martial Mitout | 748 576 € |
| Centre Sud | 310 543 € |
| Chambres garde Mitout | 534 769 € |
| Schéma Directeur Informatique (1 et 2) | 575 884 € |

• Opérations patrimoniales 350 000 €

Le remboursement du capital de la dette s'élève à 1 520 999 €

RECETTES

La réalisation de ces dépenses sera financée essentiellement par les ressources suivantes :

⇒Autofinancement

| | |
|--|-------------|
| Reprise Dotations Amortissements | 2 900 000 € |
| Dotation complémentaire en section d'investissement (1068) | 319 300 € |
| Excédent reporté de la section d'investissement (001) | 411 635,95€ |
| ⇒Dotations et autres subventions et recettes | |
| FCTVA | 599 799 € |
| Subvention d'équipement du Département | 1 000 000 € |
| Produits de cession des immobilisations | 45 000 € |
| Opérations patrimoniales | 350 000 € |
| ⇒Le solde par l'emprunt, à hauteur de | 3 062 265 € |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1424-1 et suivants,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M 61 applicables aux SDIS,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adopter à l'unanimité le budget primitif 2021.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

FAIT A LIMOGES, LE 10 FEV. 2021



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,


Pierre ALLARD



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Membre absent n'ayant pas donné délégation de pouvoir : 0

Délibération N° 2021-1-2 ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – Exercice 2021

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrement suffrages :

- Pour : 16
- Contre : 0

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'attribuer pour 2021 les subventions suivantes :

Article 6574

- | | |
|---|----------|
| ↳ Union Départementale des Sapeurs-Pompiers | 62 000 € |
| ↳ Pompiers Urgence Internationale | 5 000 € |

Article 6474

- | | |
|---|----------|
| ↳ Comité des Œuvres Sociales du SDIS de la Haute-Vienne | 70 000 € |
|---|----------|

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.

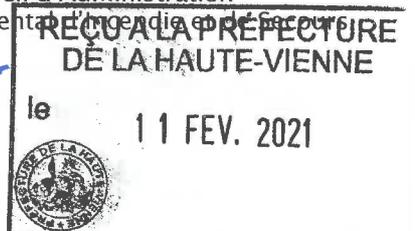
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

FAIT A LIMOGES, LE



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Pierre ALLARD



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Délibération N° 2021-1-3 PROGRAMME D'EQUIPEMENT 2021

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrément suffrages :

- Pour : 16

- Contre : 0

Dans le cadre du Budget Primitif 2021, le Conseil d'Administration est appelé à examiner le projet de Programme d'Equipelement pour l'année 2021.

Celui-ci se décline sur deux volets, un programme d'équipement immobilier et un programme d'engins de secours.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté préfectoral du 23 février 2018 portant approbation du Schéma Départemental d'Analyses et de Couverture des Risques pour la Haute-Vienne,

Vu, la délibération n°2018-4-6 adoptant le plan pluriannuel d'investissement pour les années 2019 à 2022,

Vu, la délibération n°2021-1-1 adoptant le Budget Primitif 2021,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adopter le Programme d'Equipelement 2021 tel que détaillé dans les annexes jointes.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

FAIT A LIMOGES, LE 10 FEV. 2021



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD



PROGRAMME D'EQUIPEMENT 2021 - BÂTIMENTS

Opérations de bâtiments sous maîtrise d'ouvrage communale

| OPERATIONS | Montant estimé de l'opération € HT | Coût net estimé pour le SDIS (subvention) | 2021 | |
|-----------------------------|------------------------------------|---|--------------------------------|--------------------|
| | | | phase | financement |
| CS NEXON Extension | 830 000,00 € | 83 000,00 € | Etudes de faisabilité | 5 000,00 € |
| CS BESSINES Extension | 210 000,00 € | 21 000,00 € | Etudes de faisabilité | 5 000,00 € |
| CS NANTIAT Réaménagement | 151 500,00 € | 30 300,00 € | Début TX: mi 2020 Durée 6 mois | 25 000,00 € |
| CS P. BUFFIERE Construction | 830 000,00 € | 83 000,00 € | Début Etudes | 16 600,00 € |
| ST LEONARD Extension | 680 000,00 € | 68 000,00 € | Etudes et début de travaux | 47 600,00 € |
| TOTAL | 2 701 500,00 € | 285 300,00 € | | 99 200,00 € |

Opérations de bâtiments sous maîtrise d'ouvrage sdis 87

| OPERATIONS | Montant estimé de l'opération € TTC | Coût net estimé pour le SDIS | 2021 | |
|---|-------------------------------------|------------------------------|---|-----------------------|
| | | | phase | financement |
| CSP Martial MITOUT Réhabilitation | 7 100 000,00 € | 7 100 000,00 € | Etudes | 748 000,00 € |
| CS SUD Construction | 6 000 000,00 € | 6 000 000,00 € | En attente délocalisation plateforme de formation | |
| Etat Major CTA Codis - Modernisation | 840 000,00 € | 840 000,00 € | Opération reportée | |
| Aménagement chambres de garde M. MITOUT | 535 000,00 € | 535 000,00 € | Travaux | 535 000,00 € |
| GR/GE Divers patrimoine | 190 000,00 € | 190 000,00 € | Travaux | 190 000,00 € |
| TOTAL | 14 665 000,00 € | 14 665 000,00 € | | 1 473 000,00 € |

29/01/2021

PROGRAMME D'EQUIPEMENT 2021 - LOGISTIQUE

ART.2184 : MATERIEL DE BUREAU

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|-----------------------|--------|-------------|---------------|------------|--------------|
| MOBILIER DE BUREAU | 1 | | | 50 000 | |

TOTAL ART. 2184 : 50 000,00 €

ART.21561 : MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | TOTAL | OBSERVATIONS |
|---|--------|-------------|---------------|---------|--------------|
| VSAV (véhicule de Secours Aux Victimes) neufs | 4 | | 105 000 | 420 000 | |
| FPT | 1 | | 280 000 | 280 000 | |
| CCFM | 2 | | 250 000 | 500 000 | |
| VTU | 1 | | 40 000 | 40 000 | |
| VL Spécialisée | 1 | VLI | 35 000 | 35 000 | |
| Véhicule logistique | 1 | | 40 000 | 40 000 | |
| Véhicule plateau démarrage occasion | 1 | | 120 000 | 120 000 | |
| VIDL (véhicule d'Intervention Divers Légers) | 8 | | 19 000 | 152 000 | |
| Reconditionnement FPT Mitout | 1 | | 50 000 | 50 000 | |
| VLHR/ équipée berce MPR | 1 | | 130 000 | 130 000 | |
| VLHR | 1 | | 50 000 | 50 000 | |
| Aménagement PC léger | 1 | | 20 000 | 20 000 | |

TOTAL ART 21561 : 1 837 000,00 €

ART.21562-1 : MATERIEL NON MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|---|--------|---------------|---------------|------------|-----------------------|
| MATERIELS de DESINCARCERATION | 1 | FPTSR Nantiat | 30 000 | 30 000 | |
| Coussins de levage 10T | 3 | | 3 000 | 9 000 | Renouvellement |
| Coussins de levage 28T | 2 | | 8 000 | 16 000 | Renouvellement |
| Révision EPSA Beaubreuil | 1 | | 30 000 | 30 000 | Partie investissement |
| Chaise portoir (SAP) | 4 | | 1 000 | 4 000 | |
| Bancard & chariot VSAV | 4 | | 7 000 | 28 000 | |
| LSPCC (lots de sauvetage) | 1 | | 10 000 | 10 000 | |
| Tuyaux 45*20 | 100 | | 180 | 18 000 | |
| Tuyaux 70*40 | 40 | | 350 | 14 000 | |
| Tuyaux LDT | 50 | | 150 | 7 500 | |
| ARI (dossart, flexibles, manomètres, masques) | 25 | | 750 | 18 750 | |
| Liaison personnel | 25 | | 150 | 3 750 | |
| Caméras thermiques | 5 | | 4 000 | 20 000 | Demande opération |
| Explosimètres | 10 | | 800 | 8 000 | Demande opération |
| Modernisation parc lampe moyens incendies | 20 | | 200 | 4 000 | |
| DIVERS MATERIEL D'INTERVENTION | 1 | | 65 000 | 65 000 | |

TOTAL ART. 21562-1 : 286 000,00 €

ART.21562-2 : MATERIEL EQUIPE SPE

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|---------------------------------|--------|-------------|---------------|------------|-----------------------------|
| Equipement équipes spécialisées | 1 | | | 30 000 | Dont combinaisons plongeurs |

TOTAL ART. 21562-2 : 30 000,00 €

ART.2185 CHEPTEL

| DESIGNATION | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|--------------------|--------|-------------|---------------|------------|--------------|
| Chien de recherche | 1 | Equipe cyno | | 1 000 | |

TOTAL ART. 2185 : 1 000,00 €

ART. 2158 : AUTRE (matériel technique, espaces verts, machine fumée)

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|-----------------------|--------|-------------|---------------|------------|--------------|
| DIVERS MATERIEL | 1 | | | 20 000 | |

TOTAL ART. 2158 : 20 000,00 €

ART. 2188 : AUTRE IMMOBILISATION CORPORELLE (électroménager)

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|--------------------------------|--------|-------------|---------------|------------|---|
| DIVERS MATERIEL ELECTROMENAGER | 1 | | | 20 000 | Dont 14 machines à laver ds CIS pour 10k€ |

TOTAL ART. 2188 : 20 000,00 €

ART. 21571 : ATELIER (nettoyeur HP, perceuse, servante, outillage)

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|--------------------------------|--------|-----------------|---------------|------------|--------------|
| Nettoyeur HP | 3 | | 2 000 | 6 000 | |
| OUTILLAGE SPECIFIQUE MECANIQUE | 1 | Logistique SDIS | | 15 000 | |

TOTAL ART. 21571 : 21 000,00 €

ART. 21578 : AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE (banc ARI, Rayonnage)

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|-----------------------|--------|-------------|---------------|------------|---------------------------|
| Matériel de sport | 1 | | | 15 000 | fin de programme triennal |
| Divers | 1 | Log | | 10 000 | |

TOTAL ART. 21578 : 25 000,00 €

ART. 21568 : AUTRE MATERIEL D'INCENDIE ET DE SECOURS

| DESIGNATION MATERIELS | NOMBRE | AFFECTATION | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL | OBSERVATIONS |
|-----------------------|------------------------------------|--------------------|---------------|---------------------|----------------------------------|
| EPI | 100 | CASQUES F1 | 400 | 40 000 | renouvellement casques années 80 |
| | 30 | CASQUES F2 | 180 | 5 400 | |
| | 25 | CASQUES JSP | 140 | 3 500 | |
| | 350 | RANGERS | 125 | 43 750 | |
| | 900 | Chaussants allégés | 80 | 72 000 | dotation répartie sur 2020-2021 |
| 1 | Stock échange (Tenues de feu, TSI) | 163 000 | 163 000 | Tenues de feu + TSI | |

TOTAL ART. 21568 : 327 650,00 €

TOTAL GENERAL : 2 617 650,00 €

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Membre absent n'ayant pas donné délégation de pouvoir : 0

Délibération N° 2021-1-4 MARCHES PUBLICS PASSES EN 2020

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrement suffrages :

- Pour : 16

- Contre : 0

Conformément à la réglementation des marchés publics, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne publie l'ensemble des marchés conclus pendant l'année écoulée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1424-30 et suivants,

Vu, le Code des Marchés Publics,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

A l'unanimité d'approuver l'ensemble des marchés passés en 2020 pour le compte du SDIS 87, tels que présentés en annexe.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.

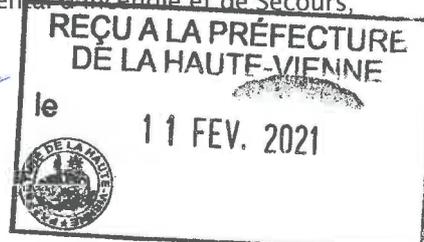
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

FAIT A LIMOGES, LE



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD



MARCHES CONCLUS AU TITRE DE L'ANNEE 2020

| SERVICES | | | | |
|---|--|--|--|-------------------|
| OBJET | LOT | TITULAIRE | Montant € HT | DATE NOTIFICATION |
| Montant inférieur à 20 000 € H.T. | | | | |
| Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement des contrats d'assurance du SDIS 87 | | PROTECTAS 1, rue du Château - 35390 GRAND FOUQUAY | Dépense estimée à 20 235,00 sur 5 ans | 13/02/2020 |
| Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'aménagement de chambres de garde du Bâtiment Logements du CSP MARTIAL MITOUT | | BET DELOMENIE 12, rue Robert Schuman - 87170 ISLE | 17 325,00 | 25/06/2020 |
| Mission de programmation pour l'opération de réhabilitation-extension du CSP MARTIAL MITOUT | | CRESCENDO CONSEIL 17, Place Sainte Helène - 36000 CHATEAUROUX | 7 560,00 | 20/04/2020 |
| Contrat de maintenance "Conformité" des Propaq LT | | WELCH ALLYN 28, rue de l'Amiral Hamelin - 75016 PARIS | Dépense estimée à 19 329,00 sur 3 ans | 10/06/2020 |
| Contrat de maintenance pour le contrôle des installations électriques sur l'ensemble des bâtiments du SDIS 87 | | APAVE SUD EUROPE ZI Nord - 15, rue Léon Serpollet - 87280 LIMOGES CEDEX | Dépense estimée à 11 840,00 sur 4 ans | 16/09/2020 |
| Contrat de maintenance pour l'entretien des groupes électrogènes (CIS BEAUBREUIL + CSP MARTIAL MITOUT + DIRECTION) | | AVENIR ELECTRIQUE DE LIMOGES 99, rue Henri Giffard - 87020 LIMOGES CX 9 | Dépense estimée à 7 678,70 sur 5 ans | 16/09/2020 |
| Contrat de maintenance du parc de défibrillateurs LIFEPAK.15 - LIFEPAK.1000 & LIFEPAK.CR2 | | SOCIETE STRYKER FRANCE ZAC Avenue de Satolas Green - 69330 PUSIGNAN | 16 966,50 | 20/09/2020 |
| Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le remplacement du logiciel d'aptitude médical | | CAP CONSULTING 56, avenue Chamoin Carbellier - 69230 SAINT GENIS LAVAL | 11 775,00 | 20/09/2020 |
| Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la décentralisation des données SIRH | | CAP CONSULTING 56, avenue Chamoin Carbellier - 69230 SAINT GENIS LAVAL | 9 000,00 | 20/09/2020 |
| Assistance à maîtrise d'ouvrage pour une mission d'accompagnement, évolution, organisation du SI | | CAP CONSULTING 56, avenue Chamoin Carbellier - 69230 SAINT GENIS LAVAL | 4 500,00 | 20/09/2020 |
| Contrat de maintenance pour l'entretien des installations de climatisation | | HERVE THERMIQUE 43, rue Nicolas Appert - ZI Nord - 87022 LIMOGES CEDEX | Dépense estimée à 10 429,08 sur 6 ans | 20/09/2020 |
| Contrat de maintenance pour l'entretien des installations de VMC | | HERVE THERMIQUE 43, rue Nicolas Appert - ZI Nord - 87022 LIMOGES CEDEX | Dépense estimée à 5 321,70 sur 6 ans | 20/09/2020 |
| Montant égal ou supérieur à 20 000 € H.T. et inférieur à 90 000 € H.T. | | | | |
| Contrat de maintenance décennale EPAS du CIS de CHATEAUNEUF LA FORET | | SOCIETE MAGIRUS CAMIVA 686, rue de Chantabord - 73026 CHAMBERY CEDEX | 49 379,46 | 29/01/2020 |
| Mission de Maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'opération de réhabilitation-extension du CSP MARTIAL MITOUT | | SARL CRESCENDO 17, Place Sainte Helène - 36000 CHATEAUROUX | 86 750,00 | 21/04/2020 |
| Montant égal ou supérieur à 90 000 € H.T. et inférieur à 214 000 € H.T. | | | | |
| NEANT | | | | |
| Montant supérieur à 214 000 € H.T. | | | | |
| Prestations d'assurances - Montant total des marchés = Environ 1 146 460,90 € / 5 ans (montant exprimé en Euros TTC) | | | | |
| Prestations de services d'assurance pour les besoins du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne (SDIS 87) | Lot N°1 : Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » | GROUPEMENT MMA IARD - CABINET RANTY - CABINET RANTY, mandataire du Groupement - 49, boulevard Carnot - 87000 LIMOGES | Dépense estimée à 74 723,40 sur 5 ans | 23/11/2020 |
| | Lot N°2 : Assurance « Responsabilités et risques annexes » | GROUPEMENT SOFAXIS - COMPAGNIE SHAM - SOFAXIS, Mandataire du Groupement - Route de Créton - 18110 VASSELAY | Dépense estimée à 199 813,70 sur 5 ans | 23/11/2020 |
| | Lot N°3 : Assurance « Flotte automobiles et risques annexes » | GPT ASSURANCE SECURITE - LA SAUVEGARDE GMF - ASSURANCE SECURITE - Mandataire du Gpt - 64 ES - Avenue Kennedy - 59000 LILLE | Dépense estimée à 560 925,00 sur 5 ans | 23/11/2020 |
| | Lot N°4 : Assurance « Risques statutaires du personnel PATS et SPP » | GROUPEMENT CABINET FRAND ET ASSOCIES / MONCEAU GENERALE ASSURANCES / MONCEAU RETRAITE EPARGNE CABINET FRAND ET ASSOCIES, Mandataire du Gpt - 23, avenue Jean Jaurès - 67100 STRASBOURG | Dépense estimée à 238 332,30 sur 5 ans | 23/11/2020 |
| | Lot N°5 : Assurance « Protection sociale Sapeur-Pompier Volontaire » | GROUPEMENT CABINET FRAND ET ASSOCIES / COMPAGNIE MONCEAU GENERALE ASSURANCES CABINET FRAND ET ASSOCIES, Mandataire du Gpt - 23, avenue Jean Jaurès - 67100 STRASBOURG | Dépense estimée à 72 666,50 sur 5 ans | 23/11/2020 |

MARCHES CONCLUS AU TITRE DE L'ANNEE 2020

| FOURNITURES | | | | |
|--|---|---|---|-------------------|
| OBJET | LOT | TITULAIRE | Montant € HT | DATE NOTIFICATION |
| Montant inférieur à 20 000 € H.T. | | | | |
| NEANT | | | | |
| Montant égal ou supérieur à 20 000 € H.T. et inférieur à 90 000 € H.T. | | | | |
| NEANT | | | | |
| Montant égal ou supérieur à 90 000 € H.T. et inférieur à 214 000 € H.T. | | | | |
| Fourniture de gaz médicaux conditionnés | | AIR LIQUIDE SANTE FRANCE 290, avenue Galilée - 13090 AIX EN PROVENCE | Dépense estimée à 175 736,68 sur 4 ans | 24/06/2020 |
| Reconditionnement et transfert de cellules de VSAV | | SOCIETE TIB 29, rue Saint Rémy - Zone Industrielle - 28270 BREZOLLES | 98 419,70 | 05/11/2020 |
| Aménagement, Equipement d'un véhicule de secours routier de classe S | | SOCIETE GIMAEX FIRE TRUCKS 8, rue Henri Becquerel - ZI Mitry Compans - 77290 MITRY MORY | 146 900,00 | 12/11/2020 |
| Montant supérieur à 214 000 € H.T. | | | | |
| Fourniture de titres restaurant et titres services - Montant total des marchés = Environ 1 904 000 €/4ans | | | | |
| Fourniture de titres restaurant et titres services | Lot N°1 : Fourniture de titres restaurant | GROUP'UP (Le Chèque déjeuner) 27-29, avenue des Louvresses - 92234 GENNEVILLIERS | Dépense estimée à 1 400 000 sur 4 ans | 23/11/2020 |
| | Lot N°2 : Fourniture de titres services | GROUP'UP (Le Chèque déjeuner) 27-29, avenue des Louvresses - 92234 GENNEVILLIERS | Dépense estimée à 504 000 sur 4 ans | 23/11/2020 |

MARCHES CONCLUS AU TITRE DE L'ANNEE 2020

| TRAVAUX | | | | |
|--|-----|---|----------------|-------------------|
| OBJET | LOT | TITULAIRE | Montant € H.T. | DATE NOTIFICATION |
| Montant inférieur à 20 000 € H.T. | | | | |
| NEANT | | | | |
| Montant égal ou supérieur à 20 000 € H.T. et inférieur à 90 000 € H.T. | | | | |
| DIRECTION DU SDIS 87 - Remplacement du Groupe Froid | | SARL SL THERMIQUE Fressanges - 87260 VICQ SUR BREUILH | 39 044,10 | 24/02/2020 |
| CIS SAINT SULPICE LES FEUILLES - Travaux de réfection sur la charpente- couverture du CIS | | ENTREPRISE MARTINET Les Genêts - 23160 AZERABLES | 42 845,60 | 09/03/2020 |
| Montant égal ou supérieur à 90 000 € H.T. et inférieur à 5 350 000 € H.T. | | | | |
| NEANT | | | | |
| Montant supérieur à 5 350 000 € H.T. | | | | |
| NEANT | | | | |

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Membre absent n'ayant pas donné délégation de pouvoir : 0

Délibération N° 2021-1-5 **BILAN DES DECISIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **POUR L'ANNEE 2020**

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrement suffrages :

- Pour : 16
- Contre : 0

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L1424-27,

Vu, la délibération n°2020-3-3 relative aux délégations données par le Conseil d'Administration au Bureau,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

PREND ACTE

De l'ensemble des décisions prises par le Bureau du Conseil d'Administration pendant l'année écoulée.

Bureau du 9 mars 2020

- Autorisation d'ester en justice indemnisation rétroactive des astreintes
- Autorisation d'ester en justice recours d'un SPV devant le TA de Limoges
- Autorisation d'ester en justice dégradations volontaires et agression des personnels
- Sortie d'actifs biens à retirer de l'actif
- Autorisation de vente de biens aux enchères
- Choix maîtrise d'ouvrage déléguée réhabilitation extension CSP M Mitout

Bureau du 24 septembre 2020

- Remboursement frais de protection fonctionnelle
- Demande de protection fonctionnelle
- Sortie d'actif
- Autorisation de vente de biens aux enchères
- Mise en place d'un audit sur la communication

Bureau du 3 novembre 2020

- Marchés de services d'assurance 2021-2025
- Marchés de maîtrise d'œuvre réhabilitation extension M. Mitout
- Marchés de fournitures de titres restaurant et titres services 2021-2024
- Sortie d'actif

Bureau du 26 novembre 2020

- Autorisation de défense partie civile Pierre Buffière
- Prise en charge des frais d'avocat convention tripartite Pierre Buffière
- Sortie d'actif
- Modalités spécifiques de télétravail dans le cadre de la crise sanitaire

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

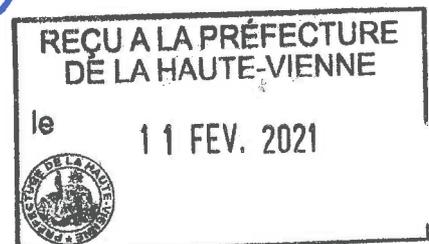
FAIT A LIMOGES, LE

10 FEV. 2021



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,


Pierre ALLARD



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Membre absent n'ayant pas donné délégation de pouvoir : 0

Délibération N° 2021-1-6 CONVENTION UDSP / SDIS 87 AVENANT N°3

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrement suffrages :

- Pour : 16
- Contre : 0

Lors de sa séance du 19 novembre 2018, le Conseil d'administration du SDIS 87 a validé la convention pluriannuelle entre le SDIS 87 et l'UDSP 87 en contractualisant pour les années 2019 à 2021.

Pour 2021 et comme chaque année, il est nécessaire d'actualiser la part de la subvention relative au salaire de l'agent mise à disposition de l'UDSP à travers un avenant n°3, présenté en annexe.

Cette subvention de fonctionnement versée à l'UDSP s'élève à 62 000 €. Elle comprend :

- la subvention de fonctionnement à hauteur de 25 870 € et la part des salaires et charges sociales de l'agent du SDIS mis à disposition de l'UDSP pour 80 % d'un équivalent temps plein,
- la part du salaire de l'agent Adulte Relais non prise en charge par la subvention de l'Etat, pour un montant de 3 730 €,
- le 2ème versement de la subvention pour l'organisation du Challenge National de Secours Routier de 5000 €.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu, la délibération n°2021-1-2 relative à l'attribution de subvention pour l'exercice 2021,
Vu, la convention triennale de partenariat entre le SDIS 87 et l'UDSP 87 en date du 20 décembre 2018,
Vu, l'avenant n°1 2020 à la convention triennale suscitée signée en date du 11 mars 2020,
Vu, l'avenant n°2 2020 à la convention triennale suscitée signée en date du 26 novembre 2020,
Vu, le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser le Président du Conseil d'Administration à signer l'avenant n°3 à la convention ci-joint.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

FAIT A LIMOGES, LE



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,



Hervé ALLARD



**AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE (SDIS 87)
ET L'UNION DÉPARTEMENTALE
DES SAPEURS-POMPIERS DE LA HAUTE-VIENNE (UDSP 87)
POUR L'ANNEE 2021**

Entre les soussignés

Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne** représenté par Monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration, agissant au nom et pour le compte dudit établissement public en vertu des délibérations du 9 octobre 2020, listant les délégations données au Président par le Conseil d'Administration pour exercer au nom du Service Départemental d'Incendie et de Secours certaines attributions,

d'une part,

et

L'**Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Haute-Vienne** (association loi 1901), représentée par Monsieur Nicolas JAMMET, Président de ladite association,

d'autre part.

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association et son décret d'application du 16 août 1901,
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux,
- L'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et fondations,
- La convention triennale n° 2018-19 de partenariat entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne (SDIS 87) et l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Haute-Vienne (UDSP 87) en date du 20 décembre 2018 modifiée,
- La délibération n° 2021-XX du Conseil d'Administration en date du 10 février 2021 relative au présent avenant,

La Convention de partenariat susvisée est modifiée comme suit :

ARTICLE 1 -

Le 7^{ème} alinéa de l'article 3 *Engagements du SDIS 87*, est rédigé ainsi :

« En contrepartie des obligations imposées par la présente convention, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'engage à verser à l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Haute-Vienne, au titre de l'année 2021, une subvention de fonctionnement dont le montant inscrit au budget primitif s'élève à 62 000 €, comprenant :

- la subvention de fonctionnement de 25 870 €, les salaires, charges sociales comprises, de l'agent du SDIS mis à disposition de l'UDSP pour 80 % d'un équivalent temps plein,
- la part de salaire de l'agent Adulte Relais non prise en charge par la subvention de l'Etat,
- ainsi que le 2^{ème} versement de la subvention pour l'organisation du Challenge National de Secours Routier. »

ARTICLE 2 -

Le 7^{ème} alinéa de l'article 2 *Engagements de l'UDSP 87*, est rédigé ainsi :

« Compte tenu de la mise à disposition d'un personnel du SDIS 87 au profit de l'UDSP 87, cette dernière s'engage, en vertu de l'article 2-II du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 susvisé, à rembourser au SDIS 87 la rémunération de l'agent ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de son temps mis à disposition (80 % Equivalent Temps Plein), soit 27 400 €. »

ARTICLE 3 -

Les autres dispositions de la convention précitée restent inchangées.

Fait à Limoges, le

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental
d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne

Le Président de l'Union Départementale
des Sapeurs-Pompiers de la Haute-Vienne

Pierre ALLARD

Nicolas JAMMET

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Membre absent n'ayant pas donné délégation de pouvoir : 0

Délibération N° 2021-1-7 **SURVEILLANCE ET SECURITE DES BAINNADES AMENAGEES**

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrement suffrages :

- Pour : 16
- Contre : 0

Le SDIS de la Haute-Vienne (SDIS 87) assure depuis plusieurs années la surveillance et la sécurité des baignades aménagées du lac de Saint-Pardoux et celle de la baignade aménagée du lac de Saint-Germain-les-Belles et de Bussière Galant.

Ces prestations font l'objet de conventions liant la Régie Départementale du Lac de Saint-Pardoux, les communes de Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant et le SDIS 87.

Suite aux sollicitations de la Régie Départementale, des communes de Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant, il est proposé au Conseil d'Administration de reconduire la participation du SDIS de la Haute-Vienne et d'en formaliser les modifications via les conventions ci-jointes.

La période d'activation des postes de secours sera effective :

- du vendredi 25 juin au mardi 31 août 2021 au Lac de St Pardoux
- du jeudi 1^{er} juillet au mardi 31 août 2021 pour les communes de Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant.

Pour l'année 2021, le devis de la Régie Départementale du Lac de Saint-Pardoux et des communes de Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant est établi avec l'application du taux moyen.

Sur la base de la facturation particulière du Conseil Départemental de la Haute-Vienne (sans frais de gestion, ni de matériels), le devis de la Régie Départementale du Lac de Saint-Pardoux est le suivant :

| Nb | Désignation | Nb d'heures | PU | Montant |
|--------------|-------------------------------------|-------------|------------------------|--------------------|
| 8 | sapeur(s) pompier(s) semaine | 399 | 9,48 € | 30 260,16 € |
| 8 | sapeur(s) pompier(s) dimanche/férié | 77 | 14,22 € | 8 759,52 € |
| | | | Total personnel | 39 019,68 € |
| TOTAL | | | | 39 019,68 € |

Le devis des **communes de Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant** est fixé comme suit :

Personnel : deux sapeurs-pompiers saisonniers

Frais de gestion = 10 % frais de personnel

Les communes de Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant s'engagent à fournir ou prendre en charge les repas du déjeuner des personnels.

Les conventions sont annexées au présent rapport du Conseil d'Administration.

Il est à noter des évolutions du droit européen en matière de qualification du temps de travail et de la notion de travailleur. Il n'est donc pas certain que la réalisation par le SDIS 87 de la prestation de surveillance de baignade sous sa forme actuelle puisse être pérennisée.

Il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter les conventions relatives à la surveillance des baignades des lacs de Saint-Pardoux, Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant et d'autoriser le Président du Conseil d'Administration à les signer.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, la loi n° 96-369 du 3 mai 1996, relative à l'organisation des Services d'Incendie et de Secours ;

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu, le Code de la Sécurité Intérieure ;

Vu, l'arrêté ministériel du 6 avril 1998, modifié, relatif aux sapeurs-pompiers volontaires recrutés pour la surveillance des baignades et des activités nautiques ;

Vu, la délibération du Conseil d'Administration, en date du 26 juin 2017, relative aux interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice des missions du SDIS de la Haute-Vienne ;

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant que le pouvoir de police administrative des maires des communes concernées s'exerce sur la surveillance des baignades organisées sur le Lac de St-Pardoux ;

Considérant l'existence de la Régie Départementale du lac de St Pardoux assurant la mutualisation de gestion des activités autour du lac, sur le secteur opérationnel de chacune des communes concernées ;

Considérant que le pouvoir de police administrative du maire de la commune de St Germain les Belles s'exerce sur la surveillance des baignades organisées sur le Lac de sa commune ;

Considérant que le pouvoir de police administrative du maire de la commune de Bussière Galant s'exerce sur la surveillance des baignades organisées sur le Lac de sa commune ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adopter les conventions ci-jointes relatives à la surveillance des baignades des lacs de Saint-Pardoux, Saint-Germain-les-Belles et Bussière Galant et d'autoriser le Président du Conseil d'Administration à les signer.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

FAIT A LIMOGES, LE



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Pierre MILARD



CONVENTION RELATIVE A LA SURVEILLANCE DES BAINADES DU LAC DE BUSSIÈRE GALANT

Entre les soussignés

Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne (SDIS 87)** représenté par Monsieur le Président du Conseil d'Administration

d'une part,

et

La **commune de Bussière Galant** représentée par Monsieur Emmanuel DEXET, son Maire,

d'autre part

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 82-213 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure ;
Vu le décret n° 2012-492 du 16 avril 2012 relatif aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 avril 1998, modifié, relatif aux sapeurs-pompiers volontaires recrutés pour la surveillance des baignades et des activités nautiques ;
Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 1974 relatif à l'emploi des CRS ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours n°2017-2-13 en date du 26 juin 2017, relative à la facturation des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice des missions du SDIS de la Haute-Vienne ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du SDIS en date du 10 février 2021.

Considérant que le pouvoir de police administrative du maire de la commune de Bussière Galant s'exerce sur la surveillance des baignades organisées sur le Lac de sa commune ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours met à la disposition de la commune de Bussière Galant des personnels sapeurs-pompiers formés à la surveillance des baignades ouvertes au public.

Les personnels sont titulaires de l'un des diplômes suivants :

- Maître Nageur Sauveteur (M.N.S.)
- Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités Nautiques (B.E.E.S.A.N.)
- Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (B.N.S.S.A.)

et de l'attestation mentionnant la formation sapeurs-pompiers saisonniers.

Article 2 : Pour l'année 2021, la période d'activation des postes de secours sera effective du jeudi 1^{er} juillet 2021 au mardi 31 août 2021.

Article 3 : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours met en œuvre un poste de secours au Lac de Bussière Galant.

Ce poste de secours, composé de deux sapeurs-pompiers saisonniers sauveteurs aquatiques et secouristes, est chargé d'assurer la surveillance et l'intervention dans la zone de baignade autorisée.

Ils assurent les soins d'urgence aux victimes et participent à la protection des personnes et des biens.

Les postes de secours peuvent assurer des missions préventives de surveillance, de conseil ou d'intervention pour empêcher les sinistres et protéger les personnes et les biens sur le plan d'eau, en concertation avec les services publics et les utilisateurs du plan d'eau.

Article 4 : Les sapeurs-pompiers dispensent également les premiers secours aux victimes d'accident présents sur la plage et sur ses abords, en assurant l'alerte du Centre de Traitement des Alertes en cas d'accident nécessitant des secours d'urgence ou en assurant les soins nécessaires en absence de caractère de gravité.

Tout acte secouriste sur une victime d'accident ou de malaise sera consigné sur la main-courante. Une fiche bilan sera réalisée lors d'une évacuation sanitaire de victime.

Article 5 : Les personnels mentionnés à l'article 1 peuvent être recrutés en qualité de sapeurs-pompiers volontaires saisonniers au sein du Corps Départemental des sapeurs-pompiers de la Haute-Vienne.

Pendant toute la durée de leur engagement, ils sont placés pour emploi sous l'autorité du Maire et du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (DDISIS) pour ce qui concerne leur contrôle.

La police des lieux de baignades, et notamment des plages, est régie par l'article L.2213-23 du code général des collectivités territoriales.

Le maire réglemente l'utilisation des aménagements réalisés pour la pratique de ces activités. Il pourvoit d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours.

Le maire délimite une ou plusieurs zones surveillées dans les parties du littoral présentant une garantie suffisante pour la sécurité des baignades et des activités mentionnées ci-dessus. Il détermine des périodes de surveillance. Hors des zones et des périodes ainsi définies, les baignades et activités nautiques sont pratiquées aux risques et périls des intéressés.

Le maire est tenu d'informer le public par une publicité appropriée, en mairie et sur les lieux où elles se pratiquent, des conditions dans lesquelles les baignades et les activités nautiques sont réglementées, ainsi que des résultats des contrôles de la qualité des eaux de ces baignades accompagnés des précisions nécessaires à leur interprétation.

Article 6 : La surveillance des zones de baignades autorisées est assurée de façon ininterrompue de 12h30 à 19h00, tous les jours de la semaine, quelles que soient les conditions météorologiques, par deux sauveteurs au minimum étant titulaire de l'un des diplômes mentionnés à l'article 1. Le temps de présence des personnels est augmenté d'1/2 heure par jour afin d'assurer la mise en place, la vérification du matériel et son rangement et de 2 heures par semaine pour les entraînements.

Le fonctionnement des postes et l'organisation de la surveillance sont placés sous l'autorité d'un chef de poste désigné par le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours parmi les sauveteurs cités ci-dessus conformément au règlement intérieur.

La liste des personnels affectés au poste, leur période d'affectation et leurs qualifications sont communiquées aux Maires des communes, avant la date fixée pour l'ouverture des postes.

Des rondes du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ou de son représentant désigné sont effectuées régulièrement, afin de contrôler la bonne organisation du service de surveillance.

Article 7 : Les principes de fonctionnement des postes de secours sont conformes au règlement intérieur et au règlement opérationnel applicable au SDIS de la Haute-Vienne, adaptées par des consignes spécifiques.

Article 8 : Les personnels participants au service de surveillance sont directement indemnisés, sous statut de sapeur-pompier saisonnier par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, en fonction de la qualification reconnue à l'intéressé par le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Article 9 : Avant la fin de l'année, un état récapitulatif des sommes dues, prenant en compte les charges de personnel et les frais de gestion sera produit par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute Vienne et un titre de recette sera émis à l'encontre de la commune de Bussière Galant, bénéficiaire de la prestation.

Article 10 : La protection sociale des personnels sapeurs-pompiers employés à la surveillance de baignades est prise en charge par le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans le cadre des dispositions particulières législatives et réglementaires en vigueur.

La commune de Bussière Galant souscrit les contrats d'assurances nécessaires pour la couverture du risque civile.

Article 11 : La commune de Bussière Galant fournit un hébergement à titre gracieux, aux personnels affectés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours à la surveillance de ces lieux de baignades dès lors que la résidence administrative de l'intéressé est située à plus de 20 km du site.

Le ou les lieux d'hébergement proposés devront être conformes au code du travail et acceptés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 12 : La commune de Bussière Galant s'engage à fournir ou prendre en charge les repas du déjeuner des personnels. En cas de besoin, le SDIS 87 assurera la mise en œuvre logistique qui restera à la charge de la commune.

Article 13 : La commune de Bussière Galant s'engage à fournir, avant que ne débute la période de surveillance, le matériel réglementaire armant les postes de surveillance et assure, ou fait assurer, la fourniture en produits consommables, petit matériel (drapeau, mats...), eau, électricité, téléphone, destinés au bon fonctionnement de ce poste

Elle s'engage à fournir des locaux dont l'espace et l'aménagement intérieur permettent de dissocier au moins :

- une pièce pour l'accueil, les soins et les animations à des victimes,
- une pièce à usage réservé aux sauveteurs pour le rangement de leurs effets de service.

Les travaux d'entretien des bâtiments mis à disposition sont de la compétence de la commune. Le nettoyage quotidien du poste est effectué par les personnels affectés, à l'aide des matériels et consommables fournis par la commune de Bussière Galant.

Article 14 : Le SDIS 87 s'assurera de la mise à disposition des sapeurs-pompiers des matériels de surveillance, de sauvetage, de secourisme et de communication ainsi que des engins adaptés au poste de secours.

Article 15 : Le SDIS 87 fournira aux personnels une tenue réglementaire appropriée permettant d'identifier aisément les sapeurs-pompiers missionnés. Ces effets portent les inscriptions permettant d'identifier les personnels dans leurs fonctions.

Article 16 : Au terme de la période de surveillance définie à l'Article 2 de la présente convention, le Service Départemental d'Incendie et de Secours établit un bilan d'activités du poste. Une copie de ce bilan est communiquée à la commune sur demande.

Article 17 : Les éventuelles recherches en responsabilité du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou de la commune de Bussière Galant dans la mise en œuvre de la prestation définie par la présente convention seront appréciées, par les juridictions compétentes, selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 18 : La présente convention prendra effet à la date de signature.

Article 19 : En cas de litige pour l'application de la présente convention, un règlement à l'amiable devra obligatoirement être recherché avant toute action devant le Tribunal Administratif de Limoges ou toute dénonciation qui entraînerait la fermeture de la baignade par l'autorité de police compétente.

Fait en double exemplaire à Limoges, le.....

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Le Maire de la commune
de Bussière Galant,

Emmanuel DEXET

CONVENTION RELATIVE A LA SURVEILLANCE DES BAINADES DU LAC DE ST PARDOUX

Entre les soussignés

Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne (SDIS 87)** représenté par Monsieur le Président du Conseil d'Administration

d'une part,

et

La **Régie Départementale du lac de St Pardoux**, représentée par Madame Nadège DESCUBES, Directrice de la Régie,

d'autre part

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 82-213 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure ;
Vu le décret n° 2012-492 du 16 avril 2012 relatif aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 avril 1998, modifié, relatif aux sapeurs-pompiers volontaires recrutés pour la surveillance des baignades et des activités nautiques ;
Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 1974 relatif à l'emploi des CRS ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours n°2017-2-13 en date du 26 juin 2017 relative à la facturation des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice des missions du SDIS de la Haute-Vienne ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du SDIS 87 en date du 10 février 2021 ;

Considérant que le pouvoir de police administrative des maires des communes concernées s'exerce sur la surveillance des baignades organisées sur le Lac de St-Pardoux ;

Considérant l'existence de la Régie Départementale du lac de St Pardoux assurant la mutualisation de gestion des activités autour du lac, sur le secteur opérationnel de chacune des communes concernées ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours met à la disposition de la Régie Départementale du lac de St Pardoux des personnels sapeurs-pompiers formés à la surveillance des baignades ouvertes au public.

Les personnels sont titulaires de l'un des diplômes suivants :

- Maître Nageur Sauveteur (M.N.S.)
- Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités Nautiques (B.E.E.S.A.N.)
- Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (B.N.S.S.A.)

et de l'attestation mentionnant la formation sapeurs-pompiers saisonniers.

Article 2 : Pour l'année 2021, la période d'activation des postes de secours sera effective du vendredi 25 juin 2021 au mardi 31 août 2021.

Article 3 : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours met en œuvre trois postes de secours, aux lieux-dits « Chabannes » commune de Compreignac, « Santrop » commune de Razès, « Fréaudour » commune de St Pardoux.

Les postes de secours sont chargés d'assurer la surveillance et l'intervention dans les zones de baignades autorisées. Ils sont composés de deux sapeurs-pompiers saisonniers au minimum par poste sous l'autorité d'un sapeur-pompier saisonnier « Chef de poste ».

Ils assurent les soins d'urgence aux victimes et participent à la protection des personnes et des biens.

Les postes de secours peuvent assurer des missions préventives de surveillance, de conseil ou d'intervention pour empêcher les sinistres et protéger les personnes et les biens sur le plan d'eau, en concertation avec les services publics et les utilisateurs du plan d'eau.

Article 4 : Les sapeurs-pompiers dispensent également les premiers secours aux victimes d'accident présents sur la plage et sur ses abords, en assurant l'alerte du Centre de Traitement des Alertes en cas d'accident nécessitant des secours d'urgence ou en assurant les soins nécessaires en absence de caractère de gravité.

Tout acte secouriste sur une victime d'accident ou de malaise sera consigné sur la main-courante et une fiche bilan sera réalisée lors d'une évacuation sanitaire de victime.

Article 5 : Les personnels mentionnés à l'article 1 peuvent être recrutés en qualité de sapeurs-pompiers volontaires saisonniers au sein du Corps Départemental des sapeurs-pompiers de la Haute-Vienne.

Pendant toute la durée de leur engagement, ils sont placés pour emploi sous l'autorité du Maire et du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (DDISIS) pour ce qui concerne leur contrôle.

La police des lieux de baignades, et notamment des plages, est régie par l'article L.2213-23 du code général des collectivités territoriales.

Le maire régleme l'utilisation des aménagements réalisés pour la pratique de ces activités. Il pourvoit d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours.

Le maire délimite une ou plusieurs zones surveillées dans les parties du littoral présentant une garantie suffisante pour la sécurité des baignades et des activités mentionnées ci-dessus. Il détermine des périodes de surveillance. Hors des zones et des périodes ainsi définies, les baignades et activités nautiques sont pratiquées aux risques et périls des intéressés.

Le maire est tenu d'informer le public par une publicité appropriée, en mairie et sur les lieux où elles se pratiquent, des conditions dans lesquelles les baignades et les activités nautiques sont réglementées, ainsi que des résultats des contrôles de la qualité des eaux de ces baignades accompagnés des précisions nécessaires à leur interprétation".

Article 6 : La surveillance des zones de baignades autorisées est assurée de façon ininterrompue de 12h30 à 19h00, tous les jours de la semaine, quelles que soient les conditions météorologiques, par deux sauveteurs au minimum par poste chacun étant titulaire de l'un des diplômes mentionnés à l'article 1. Un chef de poste assure quotidiennement un contrôle, la participation aux actions de surveillance et aux interventions. Le temps de présence des personnels est augmenté d'1/2 heure par jour afin d'assurer la mise en place, la vérification du matériel et son rangement et de 2 heures par semaine pour les entraînements.

Le fonctionnement des postes et l'organisation de la surveillance sont placés sous l'autorité du représentant désigné par le Directeur Départemental du SDIS 87.

Un nageur se verra attribuer les fonctions de chef de poste. Les critères retenus seront :

- la détention du permis bateau,
- l'ancienneté sur le site,
- l'aptitude à gérer une équipe de sauveteurs.

La liste des personnels affectés au poste, leur période d'affectation et leurs qualifications sont communiquées aux Maires des communes, avant la date fixée pour l'ouverture des postes.

Des rondes du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ou de son représentant désigné sont effectuées régulièrement, afin de contrôler la bonne organisation du service de surveillance.

Article 7 : Les principes de fonctionnement des postes de secours sont conformes au règlement intérieur et au règlement opérationnel applicable au SDIS de la Haute-Vienne, adaptées par des consignes spécifiques.

Article 8 : Les personnels participants au service de surveillance sont directement indemnisés, sous statut de sapeur-pompier saisonnier par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, en fonction de la qualification reconnue à l'intéressé par le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Article 9 : Avant la fin de l'année, un état récapitulatif des sommes dues, prenant en compte les charges de personnel et de repas, sans frais de gestion, ni de matériel, sera produit par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute Vienne et un titre de recette sera émis à l'encontre de la Régie Départementale du lac de St Pardoux, bénéficiaire de la prestation.

Article 10 : La protection sociale des personnels sapeurs-pompiers employés à la surveillance de baignades est prise en charge par le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans le cadre des dispositions particulières législatives et réglementaires en vigueur.

La Régie Départementale du lac de St Pardoux souscrit les contrats d'assurance nécessaires pour la couverture du risque civile.

Article 11 : La Régie Départementale du Lac de St Pardoux fournit un hébergement dont le coût de la location s'élève à 25 euros par mois (soit 50 euros pour les 2 mois), aux personnels affectés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours à la surveillance de ces lieux de baignades dès lors que la résidence administrative de l'intéressé est située à plus de 20 km du site.

Le ou les lieux d'hébergement proposés devront être conformes au code du travail et acceptés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 12 : Les repas des personnels sapeurs-pompiers saisonniers leur seront fournis directement par la Régie Départementale du Lac de St Pardoux.

Article 13 : La Régie Départementale du lac de St Pardoux s'engage à fournir, avant que ne débute la période de surveillance, le matériel réglementaire armant les postes de surveillance et assure, ou fait assurer, la fourniture en produits consommables, petit matériel (drapeau, mats, ...), eau, électricité, téléphone, destinés au bon fonctionnement de ces postes. Elle s'engage à fournir des locaux dont l'espace et l'aménagement intérieur permettent de dissocier au moins :

- une pièce pour l'accueil, les soins et les animations à des victimes,
- une pièce à usage réservé aux sauveteurs pour le rangement de leurs effets de service.

Les travaux d'entretien des bâtiments mis à disposition sont de la compétence des communes, le nettoyage quotidien du poste est effectué par les personnels affectés, à l'aide des matériels et consommables fournis par la Régie Départementale du lac de St Pardoux.

Article 14 : Le SDIS 87 s'assurera de la mise à disposition des sapeurs-pompiers des matériels de surveillance, de sauvetage, de secourisme et de communication et engins adaptés au poste de secours.

Article 15 : Le SDIS 87 fournira aux personnels une tenue réglementaire appropriée permettant d'identifier aisément les sapeurs-pompiers missionnés. Ces effets portent les inscriptions permettant d'identifier les personnels dans leurs fonctions.

Article 16 : Au terme de la période de surveillance définie à l'Article 2 de la présente convention, le Service Départemental d'Incendie et de Secours établit un bilan d'activités des postes. Une copie de ce bilan est communiquée aux Maires sur demande.

Article 17 : Les éventuelles recherches en responsabilité du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou de la Régie Départementale du lac de St Pardoux dans la mise en œuvre de la prestation définie par la présente convention seront appréciées, par les juridictions compétentes, selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 18 : La présente convention prendra effet à la date de signature.

Article 19 : Une copie de la présente convention sera transmise pour notification aux Maires des communes concernées qui la conserveront à titre de justificatif de mise en œuvre des moyens adaptés pour réponse à leur obligation de police administrative.

Article 20 : En cas de litige pour l'application de la présente convention, un règlement à l'amiable devra obligatoirement être recherché avant toute action devant le Tribunal Administratif de Limoges ou toute dénonciation qui entraînerait la fermeture de la baignade par l'autorité de police compétente.

Fait en double exemplaire à Limoges, le.....

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

La Directrice de la Régie Départementale
du Lac de Saint Pardoux

Pierre ALLARD

Nadège DESCUBES

CONVENTION RELATIVE A LA SURVEILLANCE DES BAINADES DU LAC DE ST GERMAIN LES BELLES

Entre les soussignés

Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne** (SDIS 87) représenté par Monsieur le Président du Conseil d'Administration.

d'une part,

et

La **commune de St Germain les Belles** représentée par Monsieur Marc DITLECADET, son Maire.

d'autre part

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 82-213 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure ;
Vu le décret n° 2012-492 du 16 avril 2012 relatif aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 avril 1998, modifié, relatif aux sapeurs-pompiers volontaires recrutés pour la surveillance des baignades et des activités nautiques ;
Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 1974 relatif à l'emploi des CRS ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours n°2017-2-13 en date du 26 juin 2017 relative à la facturation des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice des missions du SDIS de la Haute-Vienne ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du SDIS en date du 10 février 2021.

Considérant que le pouvoir de police administrative du maire de la commune de St Germain les Belles s'exerce sur la surveillance des baignades organisées sur le Lac de sa commune ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours met à la disposition de la commune de St Germain les Belles des personnels sapeurs-pompiers formés à la surveillance des baignades ouvertes au public.

Les personnels sont titulaires de l'un des diplômes suivants :

- Maître Nageur Sauveteur (M.N.S.)
- Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités Nautiques (B.E.E.S.A.N.)
- Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (B.N.S.S.A.)

et de l'attestation mentionnant la formation sapeurs-pompiers saisonniers.

Article 2 : Pour l'année 2021, la période d'activation des postes de secours sera effective du jeudi 1^{er} juillet 2021 au mardi 31 août 2021.

Article 3 : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours met en œuvre un poste de secours au Lac de St Germain les Belles.

Ce poste de secours, composé de deux sapeurs-pompiers saisonniers sauveteurs aquatiques et secouristes, est chargé d'assurer la surveillance et l'intervention dans la zone de baignade autorisée.

Ils assurent les soins d'urgence aux victimes et participent à la protection des personnes et des biens.

Les postes de secours peuvent assurer des missions préventives de surveillance, de conseil ou d'intervention pour empêcher les sinistres et protéger les personnes et les biens sur le plan d'eau, en concertation avec les services publics et les utilisateurs du plan d'eau.

Article 4 : Les sapeurs-pompiers dispensent également les premiers secours aux victimes d'accident présents sur la plage et sur ses abords, en assurant l'alerte du Centre de Traitement des Alertes en cas d'accident nécessitant des secours d'urgence ou en assurant les soins nécessaires en absence de caractère de gravité.

Tout acte secouriste sur une victime d'accident ou de malaise sera consigné sur la main-courante. Une fiche bilan sera réalisée lors d'une évacuation sanitaire de victime.

Article 5 : Les personnels mentionnés à l'article 1 peuvent être recrutés en qualité de sapeurs-pompiers volontaires saisonniers au sein du Corps Départemental des sapeurs-pompiers de la Haute-Vienne.

Pendant toute la durée de leur engagement, ils sont placés pour emploi sous l'autorité du Maire et du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (DDISIS) pour ce qui concerne leur contrôle.

La police des lieux de baignades, et notamment des plages, est régie par l'article L.2213-23 du code général des collectivités territoriales.

Le maire réglemente l'utilisation des aménagements réalisés pour la pratique de ces activités. Il pourvoit d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours.

Le maire délimite une ou plusieurs zones surveillées dans les parties du littoral présentant une garantie suffisante pour la sécurité des baignades et des activités mentionnées ci-dessus. Il détermine des périodes de surveillance. Hors des zones et des périodes ainsi définies, les baignades et activités nautiques sont pratiquées aux risques et périls des intéressés.

Le maire est tenu d'informer le public par une publicité appropriée, en mairie et sur les lieux où elles se pratiquent, des conditions dans lesquelles les baignades et les activités nautiques sont réglementées, ainsi que des résultats des contrôles de la qualité des eaux de ces baignades accompagnés des précisions nécessaires à leur interprétation.

Article 6 : La surveillance des zones de baignades autorisées est assurée de façon ininterrompue de 12h30 à 19h00, tous les jours de la semaine, quelles que soient les conditions météorologiques, par deux sauveteurs au minimum étant titulaire de l'un des diplômes mentionnés à l'article 1. Le temps de présence des personnels est augmenté d'1/2 heure par jour afin d'assurer la mise en place, la vérification du matériel et son rangement et de 2 heures par semaine pour les entraînements.

Le fonctionnement des postes et l'organisation de la surveillance sont placés sous l'autorité d'un chef de poste désigné par le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours parmi les sauveteurs cités ci-dessus conformément au règlement intérieur.

La liste des personnels affectés au poste, leur période d'affectation et leurs qualifications sont communiquées aux Maires des communes, avant la date fixée pour l'ouverture des postes.

Des rondes du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ou de son représentant désigné sont effectuées régulièrement, afin de contrôler la bonne organisation du service de surveillance.

Article 7 : Les principes de fonctionnement des postes de secours sont conformes au règlement intérieur et au règlement opérationnel applicable au SDIS de la Haute-Vienne, adaptées par des consignes spécifiques.

Article 8 : Les personnels participants au service de surveillance sont directement indemnisés, sous statut de sapeur-pompier saisonnier par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, en fonction de la qualification reconnue à l'intéressé par le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Article 9 : Avant la fin de l'année, un état récapitulatif des sommes dues, prenant en compte les charges de personnel et les frais de gestion sera produit par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute Vienne et un titre de recette sera émis à l'encontre de la commune de St Germain les Belles, bénéficiaire de la prestation.

Article 10 : La protection sociale des personnels sapeurs-pompiers employés à la surveillance de baignades est prise en charge par le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans le cadre des dispositions particulières législatives et réglementaires en vigueur.

La commune de St Germain les Belles souscrit les contrats d'assurances nécessaires pour la couverture du risque civile.

Article 11 : La commune de St Germain les Belles fournit un hébergement à titre gracieux, aux personnels affectés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours à la surveillance de ces lieux de baignades dès lors que la résidence administrative de l'intéressé est située à plus de 20 km du site.

Le ou les lieux d'hébergement proposés devront être conformes au code du travail et acceptés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 12 : La commune de St Germain les Belles s'engage à fournir ou prendre en charge les repas du déjeuner des personnels. En cas de besoin, le SDIS 87 assurera la mise en œuvre logistique qui restera à la charge de la commune.

Article 13 : La commune de St Germain les Belles s'engage à fournir, avant que ne débute la période de surveillance, le matériel réglementaire armant les postes de surveillance et assure, ou fait assurer, la fourniture en produits consommables, petit matériel (drapeau, mats...), eau, électricité, téléphone, destinés au bon fonctionnement de ce poste

Elle s'engage à fournir des locaux dont l'espace et l'aménagement intérieur permettent de dissocier au moins :

- une pièce pour l'accueil, les soins et les animations à des victimes,
- une pièce à usage réservé aux sauveteurs pour le rangement de leurs effets de service.

Les travaux d'entretien des bâtiments mis à disposition sont de la compétence de la commune. Le nettoyage quotidien du poste est effectué par les personnels affectés, à l'aide des matériels et consommables fournis par la commune de St Germain les Belles.

Article 14 : Le SDIS de La Haute Vienne s'assurera de la mise à disposition des sapeurs-pompiers des matériels de surveillance, de sauvetage, de secourisme et de communication ainsi que des engins adaptés au poste de secours.

Article 15 : Le SDIS de La Haute Vienne fournira aux personnels une tenue réglementaire appropriée permettant d'identifier aisément les sapeurs-pompiers missionnés. Ces effets portent les inscriptions permettant d'identifier les personnels dans leurs fonctions.

Article 16 : Au terme de la période de surveillance définie à l'Article 2 de la présente convention, le Service Départemental d'Incendie et de Secours établit un bilan d'activités du poste. Une copie de ce bilan est communiquée à la commune sur demande.

Article 17 : Les éventuelles recherches en responsabilité du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou de la commune de St Germain les Belles dans la mise en œuvre de la prestation définie par la présente convention seront appréciées, par les juridictions compétentes, selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 18 : La présente convention prendra effet à la date de signature.

Article 19 : En cas de litige pour l'application de la présente convention, un règlement à l'amiable devra obligatoirement être recherché avant toute action devant le Tribunal Administratif de Limoges ou toute dénonciation qui entraînerait la fermeture de la baignade par l'autorité de police compétente.

Fait en double exemplaire à Limoges, le.....

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Le Maire de la commune
de St Germain les Belles

Pierre ALLARD

Marc DITLECADET

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2021

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le mercredi 10 février 2021 à 10H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 22 janvier 2021

Membres en exercice : 22

Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Membre absent ayant donné délégation de pouvoir : 1 / Mme LARDY a donné délégation de pouvoir à Mme ACHARD.

Membre absent n'ayant pas donné délégation de pouvoir : 0

Délibération N° 2021-1-8

ACCORD TRANSACTIONNEL RELATIF AUX HEURES EXCEDENTAIRES DES SPP LOGES / CONVENTION CADRE ET CONVENTION INDIVIDUALISEE

Ont pris part au vote : M. Pierre ALLARD, M. Jean-Claude LEBLOIS, M. Guillaume GUERIN, Mme Cherifa TLEMSANI, Mme Jocelyne REJASSE, Mme Sylvie ACHARD, M. Christian HANUS, M. Pascal CLUZEAU, M. Alain PERABOU, M. Pierre VARACHAUD, M. Daniel PERROT, M. Fabrice GERVILLE-REACHE, M. Pascal GODRIE, M. Yves RAYMONDAUD, M. Stéphane DELAUTRETTE.

Dénombrément suffrages :

- Pour : 16
- Contre : 0

L'arrêt de la Cour administrative d'appel (CAA) de Bordeaux en date du 27 mai 2019, puis celui du Conseil d'État en date du 19 décembre 2019, a annulé la délibération de temps de travail du CASDIS n°2013-3-9 en date du 20 décembre 2013 relative au régime de temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels travaillant en régime posté, en faisant référence à une jurisprudence de la Cour de justice européenne.

Mais la CAA de Bordeaux n'a pas jugé de la question de l'indemnisation possible des agents concernés par le caractère illégal de la délibération et qui avaient donc dépassé le plafond légal de temps de travail durant la période de 2013 à 2019.

À sa suite, 29 agents ont formé un recours gracieux auprès du Président du conseil d'administration de la Haute-Vienne afin d'obtenir une indemnisation financière pour les heures excédentaires effectuées en astreinte.

Cette requête a fait l'objet d'une communication au CASDIS du 14 février 2020. À l'issue de cette assemblée, d'un avis unanime, le Président a décidé que la résolution de cette question pouvait prendre une forme négociée avec les agents concernés plutôt que juridique et contentieuse.

Le 16 octobre 2020, les représentants du personnel et la Direction du SDIS 87 se sont réunis et ont signé une déclaration d'intention, base d'un protocole transactionnel visant à clore le contentieux relatif à l'indemnisation des heures supplémentaires effectuées par des personnels logés durant la période jugée.

Suite aux échanges entre les parties, il vous est proposé le protocole d'accord transactionnel ci-joint (PJ 1), comportant des concessions réciproques et équilibrées, et dont l'aboutissement se finalisera par un contrat écrit individuel entre l'établissement et chacun des agents concernés (75 agents) (PJ 2), qui éteindra les poursuites entre les parties pour une action en justice du même ordre (art 2052 du Code Civil).

Dans l'état actuel du dossier, le coût pour le SDIS s'établit à près de 388 500€, qui seront réglés avant la fin du premier semestre 2021.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le Code Civil, et notamment les articles 2044 et suivants,

Vu, la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De valider la convention cadre et la convention individualisée ci-jointes.
- D'autoriser le Président à les signer

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

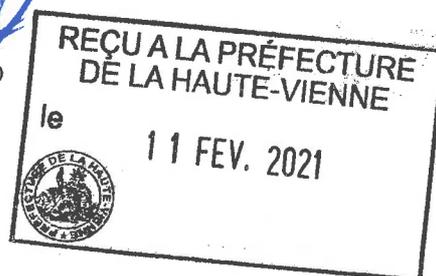
FAIT A LIMOGES, LE

10 FEV. 2021



Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

[Signature]
PIERRE ALLARD



PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL INDIVIDUEL

Entre les soussignés :

**Le Service Départemental d'incendie et de Secours de la Haute-Vienne (SDIS 87),
représenté par Monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration**

D'UNE PART

ET :

Prénom NOM, grade, date et lieu de naissance, adresse

D'AUTRE PART

Il est rappelé ce qui suit :

- 1-** Le SDIS 87 et les représentations syndicales FO, FA et Avenir Secours ont accepté par un protocole transactionnel signé le xx/xx/2021 que le préjudice subi par les sapeurs-pompiers logés ayant réalisé des heures supplémentaires irrégulières au regard de la réglementation européenne soit indemnisé par référence à une taux horaire négocié entre les parties et fixé à 4,39 euros en dédommagement équitable des préjudices résultant de l'atteinte à la santé et à la sécurité ainsi que des troubles subis dans les conditions d'existence considérés comme proportionnels aux heures supplémentaires illégales réalisées.
- 2-** Les parties à ce protocole du xx/xx/2021 ont décidé de demander à l'Administration fiscale et à l'URSSAF, par rescrits, qu'ils se prononcent sur les impôts et charges applicables à l'indemnité considérée.
- 3-** Sans attendre les réponses de l'Administration fiscale et de l'URSSAF aux rescrits visés à l'article 2, le paiement des sommes revenant à chaque agent du SDIS 87 concerné lui sera réglé comme en matière de rémunération après signature du protocole transactionnel individuel qui lui sera proposé, au plus tard le 30 juin 2021.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du protocole signé le xx/xx/2021 entre le SDIS 87 et les représentations syndicales, *prénom NOM* percevra la somme de Euros (EN TOUTES LETTRES).

Article 2

Dans l'hypothèse où l'Administration fiscale et l'URSSAF concluraient que l'indemnité n'est assujettie ni à l'impôt, ni au paiement des charges sociales, le SDIS 87 versera à *Prénom NOM* les sommes qui leur seraient dues.

Article 3

La signature du présent protocole transactionnel individuel de la part de l'agent *prénom NOM* entraîne renonciation à tout recours du chef du litige concerné par le protocole signé le xx/xx/2021 par le SDIS 87 et les représentations syndicales.

Article 4

Les parties reconnaissent que la signature du présent protocole met un terme définitif à leur litige.

Toutefois, en cas de manquement de l'une des parties à ses obligations, la transaction sera résolue de plein droit quarante-huit heures ouvrées après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la partie débitrice constatant l'obligation inexécutée, sans préjudice pour l'autre partie de solliciter, le cas échéant, des dommages-intérêts complémentaires.

Article 5

La présente transaction règle définitivement le litige intervenu entre les parties et ce, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et notamment de l'article 2052 dudit code aux termes duquel la transaction a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Article 6

Les parties reconnaissent qu'elles ont disposé du temps suffisant pour apprécier les termes et la portée du présent protocole d'accord et qu'elles ont pu bénéficier des conseils efficaces de leurs conseils respectifs pour consentir de façon éclairée au présent acte.

Fait à _____

Le _____

En 2 exemplaires originaux

**Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental
d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne**

Prénom NOM

Pierre ALLARD

La signature des parties doit être précédée de la mention « Lu et approuvé – Bon pour transaction et renonciation », et accompagnée le cas échéant du cachet de l'organisme, institution, collectivité.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Entre les soussignés :

**Le Service Départemental d'incendie et de Secours de la Haute-Vienne (SDIS 87),
représenté par Monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration**

D'UNE PART

ET :

Les représentations syndicales :

**FO, représentée par l'Adjudant Nicolas CORNELOUP
FA, représentée par l'Adjudant Laurent GIRAUD
Avenir Secours, représenté par le Commandant Thierry SOULIER**

D'AUTRE PART

Il est rappelé ce qui suit :

- 1- Par une décision du 19 décembre 2019, n°426031, en application du droit de l'Union européenne, le Conseil d'Etat a jugé que :

« En vertu de l'article 2 de la directive 2003/88/CE, le temps de travail est défini comme " toute période durant laquelle le travailleur est au travail, à la disposition de l'employeur et dans l'exercice de son activité ou de ses fonctions, conformément aux législations et/ou pratiques nationales ". Il résulte de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, notamment de l'arrêt du 21 février 2018 (C-518-15), Ville de Nivelles c/ Rudy Matzak, que le temps de garde qu'un travailleur passe à domicile avec l'obligation de répondre aux appels de son employeur dans un délai de 8 minutes, laquelle restreint très significativement la possibilité d'avoir d'autres activités, doit être considéré comme " temps de travail ". Il en va donc ainsi des périodes d'astreintes que comportent les gardes assurées par les sapeurs-pompiers au cours desquelles ceux-ci doivent, même s'ils sont à leur domicile, se tenir en permanence prêts à intervenir.

Par suite, après avoir rappelé le principe posé par cette jurisprudence, la cour a pu, sans commettre d'erreur de droit ni entacher son arrêt d'insuffisance de motivation, juger, dès lors qu'il n'était pas contesté par les parties au litige que le règlement intérieur du SDIS du Loiret prévoyait que les sapeurs-pompiers logés devaient être joignables à tout moment lors de leurs périodes de garde et être disponibles, en tenue, sous trois minutes, que ce règlement méconnaissait les dispositions de l'article 6 de la directive 2003/88/CE en prévoyant, eu égard au nombre de gardes et à la durée totale de chacune d'elles, une durée du temps de travail annuel pour les sapeurs-pompiers logés supérieure à 2 256 heures.

Si les dispositions de la directive 2003/88/CE citées au point 3 n'empêchent pas, pour l'établissement de la rémunération des sapeurs-pompiers pendant leurs gardes, de fixer des équivalences en matière de durée du travail, afin de tenir compte des périodes d'inaction, le dépassement de la durée maximale de travail qu'elles prévoient porte atteinte à la sécurité et à la santé des intéressés en ce qu'il les prive du repos auquel ils ont droit et leur cause, de ce seul fait, un préjudice, indépendamment de leurs conditions de rémunération ou d'hébergement ».

- 2- Par cette décision, le Conseil d'Etat a confirmé l'arrêt rendu par la Cour administrative d'appel de Nantes le 5 octobre 2018, n°16NT03775 qui a statué sur le droit à réparation des sapeurs-pompiers logés en caserne dont la durée du temps de travail a excédé la durée moyenne maximale de travail prévue à l'article 6 de la directive n°2003/88/CE du 4 novembre 2003. Il ressort de cet arrêt de la Cour que :

« Le dépassement de la durée moyenne maximale de travail hebdomadaire prévue par l'article 6 de la directive n°2003/88/CE du 4 novembre 2003, en ce qu'il prive le travailleur du repos auquel il a droit, porte atteinte à sa sécurité et à sa santé et lui cause, de ce seul fait, un préjudice, indépendamment de ses conditions de rémunération ou d'hébergement. Le SDIS du Loiret ne peut à cet égard utilement faire valoir que seuls les sapeurs-pompiers qui en font la demande bénéficient d'un logement en caserne. Il y a lieu d'évaluer le préjudice ainsi constaté en fonction des circonstances de l'espèce, notamment de la réalité, de la répétition et de l'amplitude des dépassements effectués, dès lors que l'atteinte portée à la sécurité et à la santé du travailleur est susceptible de s'accroître de manière exponentielle par l'effet d'accumulation de fatigue qui en découle ».

- 3- C'est dans ce cadre que les parties se sont réunies d'un commun accord au siège du SDIS 87 le 16 octobre 2020 pour tenter de régler amiablement le différend les opposant relativement à l'indemnisation de l'excédent du temps de travail des sapeurs-pompiers logés de la Haute-Vienne.
- 4- Après discussions et négociations, les parties ont accepté de faire des concessions réciproques en augmentant, d'une part, et en réduisant d'autre part, leurs propositions et/ou exigences financières de sorte qu'elles sont parvenues à un accord.
- 5- Le 13 novembre 2020, le Conseil d'Etat a, à nouveau, rendu une décision relative à l'indemnisation des heures supplémentaires réalisées par les sapeurs-pompiers logés (n°430378), au terme de laquelle :

« Le dépassement des durées maximales de travail prévues tant par le droit de l'Union européenne que par le droit national ne peut ouvrir droit par lui-même qu'à l'indemnisation des préjudices résultant de l'atteinte à la santé et à la sécurité ainsi que des troubles subis dans les conditions d'existence ».

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les parties ont accepté que le préjudice subi par les sapeurs-pompiers logés ayant réalisé des heures supplémentaires irrégulières au regard de la réglementation européenne soit indemnisé par référence à une taux horaire négocié entre les parties et fixé à 4,39 euros en dédommagement équitable des préjudices résultant de l'atteinte à la santé et à la sécurité ainsi que des troubles subis dans les conditions d'existence considérés comme proportionnels aux heures supplémentaires illégales réalisées.

Article 2

S'agissant d'une indemnisation au titre du préjudice subi conformément à la jurisprudence administrative citée dans les considérants des présentes, les parties ont tout de même accepté de demander à l'Administration fiscale et à l'URSSAF, par rescrits, qu'ils se prononcent sur les impôts et charges applicables aux versements des sommes calculés en vertu de l'article 1^{er}.

Article 3

Sans attendre les réponses de l'Administration fiscale et de l'URSSAF aux rescrits visés à l'article 2, le paiement des sommes revenant à chaque agent du SDIS 87 concerné lui sera réglé comme en matière de rémunération après signature du protocole transactionnel individuel qui lui sera proposé, au plus tard le 30 juin 2021.

Article 4

Dans l'hypothèse où l'Administration fiscale et l'URSSAF concluraient, dans les rescrits visés à l'article 2 que l'indemnité définie à l'article 1er n'est assujettie ni à l'impôt, ni au paiement des charges sociales, le SDIS 87 a accepté de se conformer à ces rescrits et de payer aux agents concernés les sommes qui leur seraient dues.

Article 5

La signature du protocole transactionnel individuel entrainera de la part de l'agent signataire renonciation à tout recours du chef du litige concerné par le présent protocole.

Article 6

Les parties reconnaissent que la signature du présent protocole met un terme définitif à leur litige.

Toutefois, en cas de manquement de l'une des parties à ses obligations, la transaction sera résolue de plein droit quarante-huit heures ouvrées après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la partie débitrice constatant l'obligation inexécutée, sans préjudice pour l'autre partie de solliciter, le cas échéant, des dommages-intérêts complémentaires.

Article 7

La présente transaction règle définitivement le litige intervenu entre les parties et ce, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et notamment de l'article 2052 dudit code aux termes duquel la transaction a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Article 8

Les parties reconnaissent qu'elles ont disposé du temps suffisant pour apprécier les termes et la portée du présent protocole d'accord et qu'elles ont pu bénéficier des conseils efficaces de leurs conseils respectifs pour consentir de façon éclairée au présent acte.

Fait à _____

Le _____

En 4 exemplaires originaux

FA

FO

Avenir Secours

**Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental
d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne**

Pierre ALLARD

La signature des parties doit être précédée de la mention « Lu et approuvé – Bon pour transaction et renonciation », et accompagnée le cas échéant du cachet de l'organisme, institution, collectivité.

ANNEXES

REPUBLIQUE FRANCAISE

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
28870850600044

SDIS DE LA HAUTE-VIENNE
BUDGET PRINCIPAL

NUMERO SIRET : 28870850600044

POSTE COMPTABLE DE PAYEUR DEPARTEMENTAL

M61

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2021

| | |
|--|----------------|
| Ratio 1 : DepReelFonct / Population | 64.00 € |
| Ratio 2 : ProdImpotsDirects / Population | - € |
| Ratio 3 : RecRéellesFct / Population | 63.99 € |
| Ratio 4 : DépEquipBrut / Population | 12.93 € |
| Ratio 5 : DetteCapital / Population | 19.68 € |
| Ratio 6 : DGFreque / Population | - € |
| Ratio 7 : DépPersonnel / DépRéellesFct | 78.33% |
| Ratio 8 : CoeffMobilisationPotentielFiscal | - € |
| Ratio 9 : DRF + CapDette / RecRéelFct | 107.30% |
| Ratio 10 : DepEquipBrut / RecRéelFct | 20.40% |
| Ratio 11 : EncoursDette / RecRéelFct | 31.04% |
| Ratio pour structure intercommunale sans fiscalité propre | |
| Ratio a : DépExploit / DépRéelFct | 20.45% |
| Ratio b : ProdExploit / RecRéelFct | 2.70% |
| Ratio c : TransfertsReçus / RecRéelFct | 96.60% |
| Ratio d : EmpruntsRéalisés / DépEquipBrut | 32.56% |
| Ratio e : Encours de la dette | 7 479 488.17 € |

SOMMAIRE

I - Informations générales

- A - Modalités de vote du budget
- B - Exécution du budget de l'exercice précédent

II - Présentation générale du budget

- A1 - Vue d'ensemble du budget
- A2.1 - Equilibre financier du budget - section de fonctionnement
- A2.2 - Equilibre financier du budget - section d'investissement
- B1 - Balance générale du budget - Dépenses
- B2 - Balance générale du budget - Recettes

III - Vote du budget

- A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble
- A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses
- A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes
- B - Section d'investissement - Vue d'ensemble
- B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement
- B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programmes d'équipement
- B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme
- B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme
- B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser
- B3 - Section d'investissement - Dépenses financières
- B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement
- B5 - Section d'investissement - Recettes financières
- B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers
- B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections
- B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales
- B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses
- B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes

ANNEXES

IV - Annexes**A - Eléments du bilan**

- A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
- A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
- A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
- A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
- A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
- A2 - Méthodes utilisées
- A3 - Etat des provisions
- A4 - Etat des charges transférées
- A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers

B - Engagements hors bilan

- B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget
- B2 - Etat des contrats de crédit-bail
- B3 - Etat des contrats de PPP
- B4 - Etat des engagements donnés
- B5 - Etat des engagements reçus
- B6 - Situation des autorisations de programme
- B7 - Situation des autorisations d'engagement

C - Autres éléments d'information

- C1 - Etat du personnel
- C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement
- C3.2 - Liste des établissements publics créés
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe

D - Arrêté et signatures

- D - Arrêté et signatures

Section d'investissement

| DEPENSES CHAPITRE/ARTICLE | LIBELLE | MONTANT en EURO | RECETTES CHAPITRE/ARTICLE | LIBELLE | MONTANT en EURO |
|------------------------------|---|---------------------|------------------------------|-----------------|---------------------|
| Chapitre 20 | | 15 743,03 | | | |
| 2031 | frais d'études | 810,00 | | | |
| 2051 | concessions, droits, licences, brevets | 14 943,03 | | | |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 794 435,10 | 1641 | emprunt | 1 000 000,00 |
| 21312 | centres d'incendie et de secours | 2 189,40 | | | |
| 21532 | réseaux et transmissions | | | | |
| 21538 | réseaux d'alerte | 1 380,00 | | | |
| 21561 | autres réseau | 38 836,63 | | | |
| 21562 | Mat mobile d'incendie et de secours | 435 605,60 | | | |
| 21568 | Mat non mobile d'incendie et de secours | 73 872,92 | | | |
| 21578 | Autre matériel incendie et secours | 64 048,32 | | | |
| 217312 | Autre matériel et outillage technique | 40 918,02 | | | |
| 2183 | travaux CIS | 91 814,16 | | | |
| 2184 | Matériel Informatique | 7 153,72 | | | |
| 2188 | Mobilier de bureau | 25 466,73 | | | |
| 2188 | autres | 13 149,60 | | | |
| chapitre Pr-Equipt.15 | centre de secours limoges sud | 88 217,14 | | | |
| 2031 | frais d'études | 88 217,14 | | | |
| Chapitre Pr-Equipt.32 | schéma directeur des systèmes d'information | 86 486,97 | | | |
| 2051 | Concessions et droits simil., brevets, réseaux d'alerte | 86 486,97 | | | |
| 21532 | réseaux d'alerte | | | | |
| Chapitre Pr-Equipt.34 | centre de traitement de l'alerte | 0,00 | | | |
| 2031 | frais d'études | | | | |
| Chapitre Pr-Equipt.35 | centre de secours beaubreuil | 29 739,27 | | | |
| 2031 | frais d'études | 486,00 | | | |
| 217312 | travaux CIS | 29 253,27 | | | |
| Chapitre Pr-Equipt.40 | cs mitout chambres de garde | 26 775,60 | | | |
| 2031 | frais d'études | 26 775,60 | | | |
| Chapitre Pr-Equipt.41 | schéma directeur des systèmes d'information 2 | 154 397,09 | | | |
| 2051 | Concessions et droits simil., brevets, réseaux d'alerte | 91 449,84 | | | |
| 21532 | réseaux d'alerte | 62 947,25 | | | |
| | TOTAL DI | 1 195 804,29 | | TOTAL RI | 1 000 000,00 |

vu et arrêté le présent état à la somme de un million cent quatre vingt quinze mille huit cent quatre euros et vingt centimes.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Pierre ALLARD

| | |
|------------------------------------|----------|
| I - INFORMATIONS GENERALES | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | A |

I - Le Conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement (1).
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement (1).
- avec les programmes listés en page III-B-1.2. (2)
- ~~avec ou~~ sans vote formel sur chacun des chapitres (2)

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - La comparaison s'effectue par rapport
 au budget - primitif ~~ou cumulé~~ - de l'exercice précédent (2).

III - En l'absence de mention au paragraphe I ci - dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV - Le présent budget a été voté (2) :

- ~~sans reprise des résultats de l'exercice N-1.~~
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
- ~~avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.~~

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".
 (2) Rayer la mention inutile

| | |
|---|---|
| I - INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT | B |

| | RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 | | | |
|-----------------|----------------------------|---------------|---------------------------------------|-----------------------|
| | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | Résultat ou solde (A) |
| TOTAL DU BUDGET | 30 601 141.69 | 30 088 229.18 | 3 764 301.26 | 3 251 388.75 |
| Investissement | 6 203 346.94 | 5 208 901.33 | 1 406 081.26 | 411 635.65 |
| Fonctionnement | 24 397 794.75 | 24 879 327.85 | 2 358 220.00 | 2 839 753.10 |

RESTES A REALISER - DEPENSES

| Chap/Art | LIBELLES | Dép. engagées non mandatées |
|----------------------------------|---|-----------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL | | 1 195 804.20 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | |
| 204 20 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 15 753.03 |

| | | |
|-----------------------------------|---------------------------------------|------------|
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 794 435.10 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | |
| Chapitres programmes XXXXX | | 385 616.07 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL | | |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMIL | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | |

| | |
|--|----------|
| I - INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT | B |

| RESTES A REALISER | | | RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif |
|-------------------|--------------|-------------|--|
| Dépenses | Recettes | Solde (B) | |
| 1 195 804.20 | 1 000 000.00 | -195 804.20 | 3 055 584.55 |
| 1 195 804.20 | 1 000 000.00 | -195 804.20 | 215 831.45 |
| | | | 2 839 753.10 |

RESTES A REALISER - RECETTES

| Chap/Art | LIBELLES | Titres restant à émettre |
|-----------------------------------|--|--------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL | | 1 000 000.00 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 1 000 000.00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL | | |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERS | |
| 74 | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | |

| | |
|--|-----------|
| PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

| INVESTISSEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|--|--|----------------|--------------|
| | | Dépenses | Recettes |
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 7 492 195.80 | 7 276 364.35 |
| + | | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT | 1 195 804.20 | 1 000 000.00 |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | | 411 635.65 |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (R.A.R + Résultat + Crédits votés) | | 8 688 000.00 | 8 688 000.00 |

| FONCTIONNEMENT | | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|----------------|---------------|
| | | Dépenses | Recettes |
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 27 225 140.00 | 24 704 686.90 |
| + | | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT | | |
| | 002 RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT REPORTE | | 2 520 453.10 |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (R.A.R + Résultat + Crédits votés) | | 27 225 140.00 | 27 225 140.00 |
| TOTAL | | | |
| TOTAL DU BUDGET | | 35 913 140.00 | 35 913 140.00 |

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

| | TOTAL DES DEPENSES | | | TOTAL DES RECETTES | | |
|--|--------------------|--------------|---------------|--------------------|--------------|---------------|
| | REELLES ET MIXTES | D'ORDRE | TOTAL | REELLES ET MIXTES | D'ORDRE | TOTAL |
| CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 6 532 195.80 | 960 000.00 | 7 492 195.80 | 4 026 364.35 | 3 250 000.00 | 7 276 364.35 |
| CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 24 325 140.00 | 2 900 000.00 | 27 225 140.00 | 24 094 686.90 | 610 000.00 | 24 704 686.90 |
| TOTAL BUDGET (HORS RAR N-1 ET REPORTS) | 30 857 335.80 | 3 860 000.00 | 34 717 335.80 | 28 121 051.25 | 3 860 000.00 | 31 981 051.25 |

| | |
|--|-------------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER - SECTION DE FONCTIONNEMENT | A2.1 |

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

| CHAP. | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES |
|-------------------------------------|--|----------------------|----------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 472 900.00 | |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 19 054 440.00 | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 96 000.00 | |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | | 648 800.00 |
| 74 | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | | 23 276 366.90 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 2 000.00 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | | 165 000.00 |
| Total gestion des services | | 23 623 340.00 | 24 092 166.90 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 250 000.00 | |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 4 500.00 | |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | 447 300.00 | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 2 520.00 |
| TOTAL DES OPERATIONS REELLES | | 24 325 140.00 | 24 094 686.90 |

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : -230453.10
(Recettes réelles - Dépenses réelles)

OPERATIONS D'ORDRE (1)

| | | | |
|-------------------------------------|--|---------------------|-------------------|
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 900 000.00 | 610 000.00 |
| TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE | | 2 900 000.00 | 610 000.00 |

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 : 2290000.00

| | | |
|---|----------------------|----------------------|
| 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | | 2 520 453.10 |
| TOTAL DE LA SECTION | 27 225 140.00 | 27 225 140.00 |

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

| | |
|---|-------------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER - SECTION D'INVESTISSEMENT | A2.2 |

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

| CHAP. | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES |
|-------------------------------------|---|---------------------|---------------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | (1) 599 799.35 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | | 1 000 000.00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 1 519 999.80 | 3 062 265.00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | (2) 925 634.58 | (3) |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 99 200.00 | (3) |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | (2) 4 518 785.62 | (3) |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | (2) 664 380.00 | (3) |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | | 45 000.00 |
| TOTAL DES OPERATIONS REELLES | | 7 728 000.00 | 4 707 064.35 |

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : 3020935.65
(Dépenses réelles - Recettes réelles)

OPERATIONS D'ORDRE (4)

| | | | |
|-------------------------------------|--|-------------------|---------------------|
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 610 000.00 | 2 900 000.00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 350 000.00 | 350 000.00 |
| TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE | | 960 000.00 | 3 250 000.00 |

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040 : 2290000.00

| | | | |
|--|--|---------------------|---------------------|
| 001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5) | | | 411 635.65 |
| 1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5) | | | 319 300.00 |
| TOTAL DE LA SECTION | | 8 688 000.00 | 8 688 000.00 |

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation des mandats donnant lieu à reversement.

(4) R1 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE - DEPENSES | B1 |

1 - FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|-----|--|----------------------|---------------------|----------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 472 900.00 | | 4 472 900.00 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 19 054 440.00 | | 19 054 440.00 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 96 000.00 | | 96 000.00 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 250 000.00 | | 250 000.00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 4 500.00 | | 4 500.00 |
| 68 | Dotations aux amortissements et provisions | | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | 447 300.00 | | 447 300.00 |
| | Dépenses de fonctionnement - Total | 24 325 140.00 | 2 900 000.00 | 27 225 140.00 |

+

| | |
|---|--|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
|---|--|

=

| | |
|--|----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 27 225 140.00 |
|--|----------------------|

| | INVESTISSEMENT | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|-----|---|---------------------|--------------------|---------------------|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | | 100 000.00 | 100 000.00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 1 519 999.80 | | 1 519 999.80 |
| 19 | DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS | | | |
| | Total des opérations d'équipement | 2 199 462.07 | | 2 199 462.07 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors op,rations) | 93 753.03 | 350 000.00 | 443 753.03 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (hors op,rations) | 99 200.00 | | 99 200.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors op,rations) | 3 815 585.10 | | 3 815 585.10 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors op,rations) | | | |
| 198 | NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS | | 510 000.00 | 510 000.00 |
| | Dépenses d'investissement - Total | 7 728 000.00 | 960 000.00 | 8 688 000.00 |

+

| | |
|---|--|
| D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
|---|--|

=

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 8 688 000.00 |
|---|---------------------|

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE - RECETTES | B2 |

1 - FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|-------|--|----------------------|--------------------|----------------------|
| X 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 165 000.00 | | 165 000.00 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 648 800.00 | | 648 800.00 |
| 74 | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 23 276 366.90 | | 23 276 366.90 |
| X 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 2 000.00 | | 2 000.00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2 520.00 | 610 000.00 | 612 520.00 |
| | Recettes de fonctionnement - Total | 24 094 686.90 | 610 000.00 | 24 704 686.90 |

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

2 520 453.10

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

27 225 140.00

| | INVESTISSEMENT | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|-----|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 599 799.35 | | 599 799.35 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 1 000 000.00 | | 1 000 000.00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 3 062 265.00 | | 3 062 265.00 |
| 19 | DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 350 000.00 | 350 000.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| 28 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 45 000.00 | | 45 000.00 |
| | Recettes d'investissement - Total | 4 707 064.35 | 3 250 000.00 | 7 957 064.35 |

+

R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

411 635.65

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE

319 300.00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

8 688 000.00

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE | A |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chapitres | Pour mémoire Budg. précédent | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du Conseil | TOTAL (RaR + vote) |
|--|---------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL - Avec AE / CP - Hors AE / CP | 4 331 035.00 18 345 400.00 | | 4 472 900.00 19 054 440.00 | 4 472 900.00 19 054 440.00 | 4 472 900.00 19 054 440.00 |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | | | | | |
| 014 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE - Avec AE / CP - Hors AE / CP | 92 870.00 274 460.00 | | 96 000.00 250 000.00 | 96 000.00 250 000.00 | 96 000.00 250 000.00 |
| 65 CHARGES FINANCIERES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 4 500.00 | | 4 500.00 | 4 500.00 | 4 500.00 |
| 66 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 288 732.00 | | 447 300.00 | 447 300.00 | 447 300.00 |
| 67 DEPENSES IMPREVUES | 700 000.00 | | | | |
| 022 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 2 900 000.00 | | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| 023 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | | | | |
| 042 OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION F | | | | | |
| 043 | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement - Total | 26 936 997.00 | | 27 225 140.00 | 27 225 140.00 | 27 225 140.00 |

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

27 225 140.00

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE | A |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chapitres | Pour mémoire Budg. précédent | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du Conseil | TOTAL (RaR + vote) |
|------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------|------------------------|
| 70 | 660 500.00 | | 648 800.00 | 648 800.00 | 648 800.00 |
| 74 | 23 043 877.00 | | 23 276 366.90 | 23 276 366.90 | 23 276 366.90 |
| 75 | 137 000.00 | | 2 000.00 | 2 000.00 | 2 000.00 |
| 013 | 15 000.00 | | 165 000.00 | 165 000.00 | 165 000.00 |
| 76 | | | | | |
| 77 | 82 400.00 | | 2 520.00 | 2 520.00 | 2 520.00 |
| 78 | | | | | |
| 042 | 640 000.00 | | 610 000.00 | 610 000.00 | 610 000.00 |
| 043 | | | | | |
| Recettes de fonctionnement - Total | 24 578 777.00 | | 24 704 686.90 | 24 704 686.90 | 24 704 686.90 |

+

| | |
|------------------------------------|--------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 2 520 453.10 |
|------------------------------------|--------------|

=

| | |
|---|---------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 27 225 140.00 |
|---|---------------|

| | |
|---|-----------|
| III - VOTE DU BUDGET | |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES | A1 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|---------------------|---|---------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 331 035.00 | 4 472 900.00 | 4 472 900.00 |
| -----60----- 605 | ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS ACHATS DE MATERIEL, EQUIPEMENTS ET TRAVAUX | 2 003 850.00 2 500.00 | 2 099 200.00 2 500.00 | 2 099 200.00 2 500.00 |
| 60611 | ACHATS NON STOCKES DE MATIERES & FOURNITURES | | | |
| 60612 | FOURNITURES NON STOCKABLES | 33 000.00 | 35 000.00 | 35 000.00 |
| 60613 | EAU ET ASSAINISSEMENT | 418 000.00 | 418 000.00 | 418 000.00 |
| | ENERGIE - ELECTRICITE | 190 000.00 | 190 000.00 | 190 000.00 |
| | CHAUFFAGE URBAIN | | | |
| 60621 | FOURNITURES NON STOCKEES | 47 500.00 | 47 000.00 | 47 000.00 |
| 60622 | COMBUSTIBLES | 320 000.00 | 300 000.00 | 300 000.00 |
| 60623 | CARBURANTS | 125 100.00 | 114 100.00 | 114 100.00 |
| 60628 | ALIMENTATION | 194 100.00 | 216 000.00 | 216 000.00 |
| | AUTRES FOURNITURES NON STOCKES | | | |
| 60631 | FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT | 33 000.00 | 40 000.00 | 40 000.00 |
| 60632 | FOURNITURES D'ENTRETIEN | 241 000.00 | 242 000.00 | 242 000.00 |
| 60636 | FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT | 180 000.00 | 200 000.00 | 200 000.00 |
| | HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL | | | |
| 6064 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 77 350.00 | 78 500.00 | 78 500.00 |
| 60661 | PRODUITS PHARMACEUTIQUES | 31 500.00 | 26 500.00 | 26 500.00 |
| 60662 | MEDICAMENTS | 2 800.00 | 3 500.00 | 3 500.00 |
| 60668 | VACCINS ET SERUMS | 83 000.00 | 161 100.00 | 161 100.00 |
| | AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES | | | |
| 6067 | PRODUITS D'INTERVENTION | 25 000.00 | 25 000.00 | 25 000.00 |
| -----61----- 611 | SERVICES EXTERIEURS | 1 889 535.00 | 1 908 350.00 | 1 908 350.00 |
| | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | 3 500.00 | 3 500.00 | 3 500.00 |
| 6132 | LOCATIONS | | | |
| | LOCATIONS IMMOBILIERES | 328 630.00 | 333 500.00 | 333 500.00 |

| | | |
|---|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES | | A1 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|------------|--|---------------------------------|------------------------------|-----------------|
| 6135 | LOCATIONS MOBILIERES | 40 130.00 | 45 200.00 | 45 200.00 |
| 614 | CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| | ENTRETIEN ET REPARATIONS | | | |
| 61521 | ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS | 14 500.00 | 13 500.00 | 13 500.00 |
| 615221 | TERRAINS | 115 000.00 | 100 000.00 | 100 000.00 |
| 615228 | BATIMENTS PUBLICS | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| | AUTRES BATIMENTS | | | |
| 61551 | ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS | 120 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 61558 | MATERIEL ROULANT | 87 550.00 | 84 000.00 | 84 000.00 |
| | AUTRES BIENS MOBILIERS | | | |
| 6156 | MAINTENANCE | 494 400.00 | 520 400.00 | 520 400.00 |
| 6161 | MULTIRISQUES | 10 000.00 | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 6168 | AUTRES-PRIMES D'ASSURANCE | 190 000.00 | 190 000.00 | 190 000.00 |
| 617 | ETUDES ET RECHERCHES | 108 125.00 | 125 000.00 | 125 000.00 |
| | DIVERS | | | |
| 61821 | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE | 30 350.00 | 35 500.00 | 35 500.00 |
| 61828 | ABONNEMENTS | 11 850.00 | 15 750.00 | 15 750.00 |
| | AUTRES | | | |
| 6184 | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION | 210 000.00 | 187 000.00 | 187 000.00 |
| 6185 | FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES | 2 500.00 | 2 000.00 | 2 000.00 |
| 6188 | AUTRES FRAIS DIVERS | 23 000.00 | 23 000.00 | 23 000.00 |
| | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 411 050.00 | 447 750.00 | 447 750.00 |
| | REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES | 1 500.00 | | |
| 6225 | INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS | 77 800.00 | 103 500.00 | 103 500.00 |
| 6226 | HONORAIRES | | | |
| 6231 | PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES | 4 000.00 | 5 000.00 | 5 000.00 |
| | ANNONCES ET INSERTIONS | | | |

| | |
|---|-------------------|
| III - VOTE DU BUDGET | |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES | III A1 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|--------------|--|---------------------------------|------------------------------|-----------------|
| 6232 | FETES ET CEREMONIES | 27 250.00 | 27 250.00 | 27 250.00 |
| 6233 | FOIRES ET EXPOSITIONS | | | |
| 6234 | RECEPTIONS | 2 300.00 | 9 000.00 | 9 000.00 |
| 6236 | CATALOGUES, IMPRIMES ET PUBLICATIONS | 16 700.00 | 11 500.00 | 11 500.00 |
| 6241 | TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS | | | |
| 6247 | TRANSPORTS DE BIENS | 8 500.00 | 3 500.00 | 3 500.00 |
| | TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL | 4 000.00 | 4 000.00 | 4 000.00 |
| 6251 | DEPLACEMENTS ET MISSIONS | | | |
| 6255 | VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS | 46 000.00 | 62 000.00 | 62 000.00 |
| | FRAIS DE DEMENAGEMENT | 7 000.00 | 7 000.00 | 7 000.00 |
| 6261 | FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS | | | |
| 6262 | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT | 14 000.00 | 14 000.00 | 14 000.00 |
| | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS | 140 000.00 | 143 000.00 | 143 000.00 |
| 627 | SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES | 1 000.00 | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 6283 | DIVERS | | | |
| | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX | 1 000.00 | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 62878 | REMBOURSEMENTS DE FRAIS A DES TIERS | 48 000.00 | 43 000.00 | 43 000.00 |
| 6288 | AUTRES | 12 000.00 | 13 000.00 | 13 000.00 |
| -----63----- | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 26 600.00 | 17 600.00 | 17 600.00 |
| | AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (ADM IMP.) | | | |
| 63512 | IMPOTS DIRECTS | | | |
| 63513 | TAXES FONCIERES | 600.00 | 600.00 | 600.00 |
| | AUTRES IMPOTS LOCAUX | 10 000.00 | | |
| 6355 | TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES | 2 000.00 | 2 000.00 | 2 000.00 |
| 637 | AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (AUTRES) | 14 000.00 | 15 000.00 | 15 000.00 |

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES | A1 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|----------------|--|---------------------------------|------------------------------|----------------------|
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 18 345 400.00 | 19 054 440.00 | 19 054 440.00 |
| ----- 62 ----- | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 215 000.00 | 225 440.00 | 225 440.00 |
| 6218 | PERSONNEL EXTERIEUR AU SERVICE AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR | 215 000.00 | 225 440.00 | 225 440.00 |
| ----- 63 ----- | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 147 000.00 | 245 500.00 | 245 500.00 |
| 6331 | IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUN. (AUTRES ORGANIS.) | 72 000.00 | 73 500.00 | 73 500.00 |
| 6332 | VERSEMENT DE MOBILITE | 33 000.00 | 33 000.00 | 33 000.00 |
| 6336 | COTISATIONS VERSEES AU FNAL | 30 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 6338 | COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERATIONS | 12 000.00 | 19 000.00 | 19 000.00 |
| ----- 64 ----- | CHARGES DE PERSONNEL | 17 983 400.00 | 18 583 500.00 | 18 583 500.00 |
| | REMUNERATIONS DU PERSONNEL | | | |
| 64111 | PERSONNEL TITULAIRE | 6 681 400.00 | 6 550 000.00 | 6 550 000.00 |
| 64112 | REMUNERATION PRINCIPALE | 110 000.00 | 110 000.00 | 110 000.00 |
| 64113 | SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE NBI | 100 000.00 | 80 000.00 | 80 000.00 |
| 64118 | AUTRES INDEMNITES | 3 981 000.00 | 4 760 000.00 | 4 760 000.00 |
| 64131 | PERSONNEL NON TITULAIRE REMUNERATIONS | 2 000.00 | 36 000.00 | 36 000.00 |
| 64141 | PERSONNEL REMUNERE A LA VACATION | 2 527 000.00 | 2 510 000.00 | 2 510 000.00 |
| 64145 | VACATIONS VERSEES AUX SAPEURS VOLONTAIRES | 10 000.00 | 7 500.00 | 7 500.00 |
| 64146 | SERVICE DE SANTE | 75 000.00 | 95 000.00 | 95 000.00 |
| 6451 | CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F. | 1 134 000.00 | 1 100 000.00 | 1 100 000.00 |

| | | |
|--|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES | | A1 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|---|--|---------------------------------|------------------------------|----------------------|
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | 700 000.00 | 447 300.00 | 447 300.00 |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | 700 000.00 | 447 300.00 | 447 300.00 |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES (r)=(a)+66+67+68+022 | | 24 036 997.00 | 24 325 140.00 | 24 325 140.00 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| ----- 67 ----- 675 | CHARGES EXCEPTIONNELLES VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES | | | |
| 6761 | DIFFERENCE / REALISATIONS TRANSFEREES EN INVEST. DIFFERENCE / REALISATIONS TRANSFEREES EN INVEST. | | | |
| ----- 68 ----- | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| 6811 | DAP - CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT DAP - IMMOBILISATIONS INCORPELLES ET CORPELLES | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres) | | 26 936 997.00 | 27 225 140.00 | 27 225 140.00 |
| + | | | | |
| RESTES A REALISER N-1 | | | | |
| + | | | | |
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | | | | |

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | |
| | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLES | A1 |

=

| | |
|--|----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 27 225 140.00 |
|--|----------------------|

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

| | |
|------------------------------------|-----------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 21 776.28 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 26 087.26 |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1 | -4 310.98 |

| | | |
|---|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLES | | A2 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|----------------|--|---------------------------------|------------------------------|----------------------|
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERS | 660 500.00 | 648 800.00 | 648 800.00 |
| ----- 70 ----- | PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE VENTES DIVERSES | 660 500.00 | 648 800.00 | 648 800.00 |
| 7061 | PRESTATIONS DE SERVICES | 318 500.00 | 343 800.00 | 343 800.00 |
| 7068 | INTERV. SOUMISES A FACTURATION (ART. L 1424-42 DU AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE | 12 000.00 | 10 000.00 | 10 000.00 |
| | AUTRES PRODUITS | | | |
| 70848 | MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE AUX AUTRES ORGANISMES | 330 000.00 | 295 000.00 | 295 000.00 |
| 70878 | REMBOURSEMENTS DE FRAIS PAR LES TIERS | | | |
| 74 | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 23 043 877.00 | 23 276 366.90 | 23 276 366.90 |
| ----- 74 ----- | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 23 043 877.00 | 23 276 366.90 | 23 276 366.90 |
| 744 | FCTVA | 15 000.00 | 14 200.90 | 14 200.90 |
| 7473 | CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 10 035 229.00 | 10 135 581.00 | 10 135 581.00 |
| 7474 | DEPARTEMENTS | 2 619 183.00 | 2 087 639.00 | 2 087 639.00 |
| 7475 | COMMUNES | 10 374 465.00 | 11 035 946.00 | 11 035 946.00 |
| 7478 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES AUTRES ORGANISMES | | 3 000.00 | 3 000.00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 137 000.00 | 2 000.00 | 2 000.00 |
| ----- 75 ----- | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 137 000.00 | 2 000.00 | 2 000.00 |
| 758 | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | 137 000.00 | 2 000.00 | 2 000.00 |

| | | |
|--|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLES | | A2 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|--|---|---------------------------------|------------------------------|----------------------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 15 000.00 | 165 000.00 | 165 000.00 |
| ----- 64 ----- | CHARGES DE PERSONNEL | 15 000.00 | 165 000.00 | 165 000.00 |
| 6419 | REMUNERATIONS DU PERSONNEL REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL | 15 000.00 | 30 000.00 | 30 000.00 |
| 6479 | AUTRES CHARGES SOCIALES REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES SOCIALES | | 135 000.00 | 135 000.00 |
| TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=70+74+75+013 | | 23 856 377.00 | 24 092 166.90 | 24 092 166.90 |

| | | |
|---|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLES | | A2 |

| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|----------------|---|---------------------------------|------------------------------|----------------------|
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 82 400.00 | 2 520.00 | 2 520.00 |
| ----- 77 ----- | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 82 400.00 | 2 520.00 | 2 520.00 |
| 7711 | PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION | | | |
| 7713 | DEDITS ET PENALITES PERCUES | 2 400.00 | 2 520.00 | 2 520.00 |
| 7718 | LIBERALITES RECUES | | | |
| | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS DE GEST. | | | |
| 773 | MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS | | | |
| 775 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 7788 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | 80 000.00 | | |
| | TOTAL DES RECETTES REELLES (r)=(a)+76+77+78 | 23 938 777.00 | 24 094 686.90 | 24 094 686.90 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 640 000.00 | 610 000.00 | 610 000.00 |
| ----- 77 ----- | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 640 000.00 | 610 000.00 | 610 000.00 |
| 7761 | DIFFERENCES SUR REALISATIONS (NEGATIVES) REPR. AU | | | |
| 7768 | DIFFERENCES SUR REALISATIONS (NEGATIVES) REPR. AU | 534 200.00 | 510 000.00 | 510 000.00 |
| | NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS | | | |
| 777 | QUOTE PART SUBV. D'INVEST. TRANSFEREES RESULTAT | 105 800.00 | 100 000.00 | 100 000.00 |
| | TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | 640 000.00 | 610 000.00 | 610 000.00 |
| | TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres) | 24 578 777.00 | 24 704 686.90 | 24 704 686.90 |

+

| |
|------------------------------|
| RESTES A REALISER N-1 |
|------------------------------|

| | |
|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLES | A2 |

+

| | |
|------------------------------------|--------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 2 520 453.10 |
|------------------------------------|--------------|

=

| | |
|---|---------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 27 225 140.00 |
|---|---------------|

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|--|--|
| Montant des ICNE de l'exercice Montant des ICNE de l'exercice N-1 = Différence ICNE N - ICNE N-1 | |
|--|--|

| | |
|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE | B |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Nature | Pour mémoire Budg. précédent | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du Conseil | TOTAL (RaR + vote) |
|--|---------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------|------------------------|
| Dépenses d'équipement | 5 732 404.00 | 1 195 804.20 | 4 912 996.00 | 4 912 996.00 | 6 108 800.20 |
| - Non individualisées en programmes d'équipement | 4 072 000.00 | 810 188.13 | 3 099 150.00 | 3 099 150.00 | 3 909 338.13 |
| - avec APCP | 4 072 000.00 | 810 188.13 | 3 099 150.00 | 3 099 150.00 | 3 909 338.13 |
| - hors APCP | 1 660 404.00 | 385 616.07 | 1 813 846.00 | 1 813 846.00 | 2 199 462.07 |
| - Individualisées en programmes d'équipement | 1 279 934.00 | 329 101.20 | 1 305 902.00 | 1 305 902.00 | 1 635 003.20 |
| - avec APCP | 380 470.00 | 56 514.87 | 507 944.00 | 507 944.00 | 564 458.87 |
| - hors APCP | | | | | |
| Subventions d'équipement à verser (c/204) | 77 300.00 | | 99 200.00 | 99 200.00 | 99 200.00 |
| - avec APCP | | | | | |
| - hors APCP | 77 300.00 | | 99 200.00 | 99 200.00 | 99 200.00 |
| Opérations pour compte de tiers | | | | | |
| Dépenses financières | 1 499 999.31 | | 1 519 999.80 | 1 519 999.80 | 1 519 999.80 |
| 040 Opérations d'ordre entre sections | 640 000.00 | | 610 000.00 | 610 000.00 | 610 000.00 |
| 041 Opérations patrimoniales | 50 000.00 | | 350 000.00 | 350 000.00 | 350 000.00 |
| Dépenses d'investissement - Total | 7 999 703.31 | 1 195 804.20 | 7 492 195.80 | 7 492 195.80 | 8 688 000.00 |

+

| | |
|---|--|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | |
|---|--|

=

| | |
|--|--------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 8 688 000.00 |
|--|--------------|

| | |
|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE | B |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du Conseil | TOTAL (RaR + vote) |
|-------|-----------------------------------|---------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------|------------------------|
| | Recettes d'équipement | 3 503 819.55 | 1 000 000.00 | 3 062 265.00 | 3 062 265.00 | 4 062 265.00 |
| | Opérations pour compte de tiers | | | | | |
| | Recettes financières | 483 355.00 | | 644 799.35 | 644 799.35 | 644 799.35 |
| | Opérations d'ordre entre sections | 2 900 000.00 | | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| | 041 Opérations patrimoniales | 50 000.00 | | 350 000.00 | 350 000.00 | 350 000.00 |
| | Recettes d'investissement - Total | 6 937 174.55 | 1 000 000.00 | 6 957 064.35 | 6 957 064.35 | 7 957 064.35 |

+

| | |
|---|------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 411 635.65 |
|---|------------|

+

| | |
|--|------------|
| 1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE | 319 300.00 |
|--|------------|

=

| | |
|--|--------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 8 688 000.00 |
|--|--------------|

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT | B1.1 |

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMME D'EQUIPEMENT

| Chap/art | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Restes à réaliser N-1 | Proposition du président | Vote du conseil |
|-----------|---|---------------------------------|--------------------------|-----------------------------|---------------------|
| | TOTAL | 4 072 000.00 | 810 188.13 | 3 099 150.00 | 3 099 150.00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 46 000.00 | 15 753.03 | 78 000.00 | 78 000.00 |
| 2031 | FRAIS D'ETUDES | 17 000.00 | 810.00 | 25 000.00 | 25 000.00 |
| 2033 | FRAIS D'INSERTION | 5 000.00 | | 5 000.00 | 5 000.00 |
| 2051 | CONCESS.ET DROITS SIMILAIRES,BREVETS,LICENCES | 24 000.00 | 14 943.03 | 48 000.00 | 48 000.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 4 026 000.00 | 794 435.10 | 3 021 150.00 | 3 021 150.00 |
| 2111 | TERRAINS NUUS | | | | 500.00 |
| 2121 | PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES | 1 000.00 | | 500.00 | 500.00 |
| 21312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | 5 000.00 | 2 189.40 | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 21318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | 5 000.00 | | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 21351 | BATIMENTS PUBLICS | 116 500.00 | | 50 000.00 | 50 000.00 |
| 21531 | RESEAUX ET TRANSMISSION | 25 000.00 | | 60 000.00 | 60 000.00 |
| 21532 | RESEAUX D'ALERTE | 71 000.00 | 1 380.00 | 23 000.00 | 23 000.00 |
| 21538 | AUTRES RESEAUX | 70 000.00 | 38 836.63 | 25 000.00 | 25 000.00 |
| 21561 | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 2 731 000.00 | 435 605.60 | 1 837 000.00 | 1 837 000.00 |
| 21562 | MATERIEL NON MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 241 750.00 | 73 872.92 | 316 000.00 | 316 000.00 |
| 21568 | AUTRE MATERIEL D'INCENDIE ET DE SECOURS | 327 250.00 | 64 048.32 | 327 650.00 | 327 650.00 |
| 21571 | ATELIERS | 15 000.00 | | 21 000.00 | 21 000.00 |
| 21578 | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE | 112 500.00 | 40 918.02 | 75 000.00 | 75 000.00 |
| 2158 | AUTRES | 18 000.00 | | 20 000.00 | 20 000.00 |
| 217312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | 170 000.00 | 91 814.16 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 2183 | MATERIEL INFORMATIQUE | 42 000.00 | 7 153.72 | 55 000.00 | 55 000.00 |
| 2184 | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER | 50 000.00 | 25 466.73 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| 2185 | CHEPTEL | | | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 2188 | AUTRES | 25 000.00 | 13 149.60 | 20 000.00 | 20 000.00 |

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT | B1.2 |

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

| No | Libellé | Réalisations cumulées 1/1/N | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du conseil |
|--------------|---|--------------------------------|--------------------------|------------------------------|---------------------|
| TOTAL | | 3 975 471.08 | 385 616.07 | 1 813 846.00 | 1 813 846.00 |
| 00015 | CS LIMOGES SUD | 13 320.86 | | | |
| 00028 | ANTARES | 687 836.60 | 88 217.14 | 222 326.00 | 222 326.00 |
| 00029 | CS SAINT-JUNIEN | 440 645.32 | | | |
| 00030 | CS MARTIAL MITOUT | 432 290.18 | | 748 576.00 | 748 576.00 |
| 00031 | AMENAGEMENT TERRAIN ROMANET | 682 974.25 | | | |
| 00032 | SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION | 1 317 194.09 | 86 486.97 | | |
| 00033 | CS NEXON | 10 739.92 | | | |
| 00034 | TRAVAUX CTA | 71 138.40 | | | |
| 00035 | CS BEAUBREUIL | 225 073.26 | 29 739.27 | | |
| 00036 | CS NANTIAI | | | | |
| 00037 | CS SAINT LEONARD DE NOBLAT | 72 888.21 | | | |
| 00038 | CS MAGNAC BOURG | | | | |
| 00039 | CS PIERRE BUFFIERE | 7 280.40 | 26 775.60 | 507 944.00 | 507 944.00 |
| 00040 | CS MITOUT CHAMBRES DE GARDE | 14 089.59 | 154 397.09 | 335 000.00 | 335 000.00 |
| 00041 | SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 2 | | | | |

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT | B1.3 |

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 00015

Libellé : CS LIMOGES SUD

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME CS SUD

DEPENSES

| Chap./Art. | Libellé | Réalisations cumulées 1/1/N | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du conseil |
|------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------|
| | DEPENSES | 206 270.24 | a 88 217.14 | 222 326.00 | b 222 326.00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 206 270.24 | 88 217.14 | 222 326.00 | 222 326.00 |
| 2031 | FRAIS D'ETUDES | 206 270.24 | 88 217.14 | 222 326.00 | 222 326.00 |

Solde = (c + d) - (a + b)

-310 543.14

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT | B1.3 |

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 00030

Libellé : CS MARTIAL MITOUT

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME CS MARTIAL MITOUT

DEPENSES

| Chap./Art. | Libellé | Réalisations cumulées 1/1/N | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du conseil |
|----------------|---|--------------------------------|--------------------------|------------------------------|---------------------|
| | DEPENSES | 432 290.18 | a | 748 576.00 | b |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 22 512.00 | | 84 196.00 | 84 196.00 |
| 2031 2033 | FRAIS D'ETUDES FRAIS D'INSERTION | 21 648.00 864.00 | | 83 696.00 500.00 | 83 696.00 500.00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 409 778.18 | | 664 380.00 | 664 380.00 |
| 2317312 238 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMO. CORP. | 409 778.18 | | 664 380.00 | 664 380.00 |

Solde = (c + d) - (a + b)

-748 576.00

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT | B1.3 |

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 00032

Libellé : SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION

DEPENSES

| Chap./Art. | Libellé | Réalisations cumulées 1/1/N | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du conseil |
|------------|---|--------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------|
| | DEPENSES | 1 317 194.09 | a 86 486.97 | | b |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 781 657.18 | 86 486.97 | | |
| 2051 | CONCESS.ET DROITS SIMILAIRES,BREVETS,LICENCES | 781 657.18 | 86 486.97 | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 535 536.91 | | | |
| 21532 | RESEAUX D'ALERTE | 168 206.94 | | | |
| 21538 | AUTRES RESEAUX | 367 329.97 | | | |

Solde = (c + d) - (a + b)

-86 486.97

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT | B1.3 |

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 00034

Libellé : TRAVAUX CTA

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME TRAVAUX CTA

DEPENSES

| Chap./Art. | Libellé | Réalisations cumulées 1/1/N | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du conseil |
|---|---|--------------------------------|--------------------------|------------------------------|-----------------|
| | DEPENSES | 71 138.40 | a | | b |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 20 010.00 | | | |
| 2031 2033 | FRAIS D'ETUDES FRAIS D'INSERTION | 20 010.00 | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 51 128.40 | | | |
| 231351 231531 231532 231538 231735 23184 | BATIMENTS PUBLICS RESEAUX DE TRANSMISSION RESEAUX D'ALERTE AUTRES RESEAUX INSTAL. GENERALES, AGENC. AMENAG. CONST MATIEREL DE BUREAU ET MOBILIER | 5 730.00 45 398.40 | | | |

Solde = (c + d) - (a + b)

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT | B1.4 |

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 00040

Libellé : CS MITOUT CHAMBRES DE GARDE

NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

| Chap./Art. | Libellé | Réalisations cumulées 1/1/N | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du conseil |
|--------------|-------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|------------------------------|----------------------|
| | DEPENSES | 7 280.40 | 26 775.60 | 507 944.00 | 507 944.00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 7 280.40 | 26 775.60 | 6 944.00 | 6 944.00 |
| 2031 2033 | FRAIS D'ETUDES FRAIS D'INSERTION | 7 280.40 | 26 775.60 | 4 944.00 2 000.00 | 4 944.00 2 000.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | 501 000.00 | 501 000.00 |
| 21318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | | | 501 000.00 | 501 000.00 |

Solde = (c + d) - (a + b)

-534 719.60

| | |
|---|-----|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER | B2 |

| Chap/art | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Restes à réaliser N-1 | Proposition du président | Vote du conseil |
|----------|-------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------|
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | | | |
| 20441 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | | | | |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 77 300.00 | | 99 200.00 | 99 200.00 |
| 20452 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 77 300.00 | | 99 200.00 | 99 200.00 |

| | | |
|--|--|-----|
| III - VOTE DU BUDGET | | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES FINANCIERES | | B5 |

| Chap/art | Libellé | Pour mémoire Budg. précédent | Restes à réaliser N-1 | Proposition du président | Vote du conseil |
|---------------|---|---------------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| | TOTAL | 791 741.19 | 0.00 | 964 099.35 | 964 099.35 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 30 000.00 | | 45 000.00 | 45 000.00 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 761 741.19 | | 919 099.35 | 919 099.35 |
| 10222 1068 | F.C.T.V.A. EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES | 453 355.00 308 386.19 | | 599 799.35 319 300.00 | 599 799.35 319 300.00 |

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS | B6 |

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

| Chap. | Libellé | Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2) | Restes à réaliser N-1 | Propositions du président | Vote du conseil d'administration |
|-------|-------------------------------|--|-----------------------|---------------------------|----------------------------------|
| | TOTAL DEPENSES (3) (4) | | | | |
| | | | | | |
| | TOTAL RECETTES (3) (4) | | | | |
| | | | | | |

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

| | |
|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | B7 |

| Chap./Art. | LIBELLE | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|------------|--|---------------------------------|------------------------------|---------------------|
| 040 | DEPENSES | 640 000.00 | 610 000.00 | 610 000.00 |
| 13913 | DEPARTEMENTS | 43 500.00 | 45 000.00 | 45 000.00 |
| 13914 | COMMUNES | 7 500.00 | 8 000.00 | 8 000.00 |
| 13915 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 5 300.00 | 6 000.00 | 6 000.00 |
| 13918 | AUTRES | | | |
| 13931 | FONDS D'AIDE A L'INVESTISSEMENT DES SDIS | 49 500.00 | 41 000.00 | 41 000.00 |
| 192 | PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIO | | | |
| 198 | NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS | 534 200.00 | 510 000.00 | 510 000.00 |
| 040 | RECETTES | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| 192 | PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIO | | | |
| 21561 | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | | | |
| 2158 | AUTRES | | | |
| 2182 | MATERIEL DE TRANSPORT | | | |
| 28031 | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES | 3 000.00 | 2 150.00 | 2 150.00 |
| 280441 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | | 7 240.00 | 7 240.00 |
| 280452 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | | |
| 28051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCE | 95 000.00 | 109 600.00 | 109 600.00 |
| 281 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 8 500.00 | 8 260.00 | 8 260.00 |
| 28121 | PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES | 600.00 | 550.00 | 550.00 |
| 281311 | BATIMENTS ADMINISTRATIFS | 136 000.00 | 135 770.00 | 135 770.00 |
| 281312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | 50 000.00 | 49 630.00 | 49 630.00 |
| 281318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | 1 000.00 | 1 175.00 | 1 175.00 |
| 281351 | BATIMENTS PUBLICS | 72 000.00 | 72 610.00 | 72 610.00 |
| 281531 | RESEAUX DE TRANSMISSION | 195 000.00 | 192 050.00 | 192 050.00 |
| 281532 | RESEAUX D'ALERTE | 95 000.00 | 73 800.00 | 73 800.00 |
| 281538 | AUTRES RESEAUX | 90 000.00 | 80 350.00 | 80 350.00 |
| 281561 | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 1 125 000.00 | 1 142 900.00 | 1 142 900.00 |
| 281562 | MATERIEL NON MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 200 000.00 | 213 555.00 | 213 555.00 |
| 281568 | AUTRE MATERIEL D'INCENDIE ET DE SECOURS | 200 000.00 | 219 150.00 | 219 150.00 |
| 281571 | ATELIERS | 25 000.00 | 22 160.00 | 22 160.00 |
| 281578 | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE | 102 000.00 | 101 000.00 | 101 000.00 |
| 28158 | AUTRES | 20 000.00 | 16 575.00 | 16 575.00 |
| 2817312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | 380 000.00 | 349 110.00 | 349 110.00 |
| 2817532 | RESEAUX D'ALERTE | 400.00 | 185.00 | 185.00 |
| 2817561 | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 3 000.00 | 2 745.00 | 2 745.00 |
| 2817562 | MATERIEL NON MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 500.00 | 215.00 | 215.00 |
| 281784 | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER | | | |
| 281788 | AUTRES | | | |
| 28181 | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENT | 7 000.00 | 5 800.00 | 5 800.00 |
| 28183 | MATERIEL INFORMATIQUE | 61 000.00 | 63 055.00 | 63 055.00 |
| 28184 | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER | 25 000.00 | 26 700.00 | 26 700.00 |
| 28188 | AUTRES | 5 000.00 | 3 665.00 | 3 665.00 |

| | |
|--|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS PATRIMONIALES | B8 |

| Chap./Art. | LIBELLE | Pour mémoire Budg. précédent | Propositions du président | Vote du conseil |
|------------|---|---------------------------------|------------------------------|-------------------|
| 041 | DEPENSES | 50 000.00 | 350 000.00 | 350 000.00 |
| 2031 | FRAIS D'ETUDES | 50 000.00 | | |
| 2051 | CONCESS.ET DROITS SIMILAIRES,BREVETS,LICENCES | | | |
| 21351 | BATIMENTS PUBLICS | | | |
| 21538 | AUTRES RESEAUX | | | |
| 217312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | | | |
| 2183 | MATERIEL INFORMATIQUE | | | |
| 231312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | | 350 000.00 | 350 000.00 |
| 2317312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | | | |
| 041 | RECETTES | 50 000.00 | 350 000.00 | 350 000.00 |
| 2031 | FRAIS D'ETUDES | 50 000.00 | 350 000.00 | 350 000.00 |
| 2033 | FRAIS D'INSERTION | | | |
| 21561 | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | | | |
| 238 | AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMO. CORP. | | | |

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES | B9.1 |

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. | Libellé | Propositions nouvelles | Vote |
|--|--|------------------------|---------------------|
| DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A | | 1 619 999.80 | 1 619 999.80 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (A) | 1 519 999.80 | 1 519 999.80 |
| 1631 | Emprunts obligataires | | |
| 1641 | Emprunts en euros | 1 519 999.80 | 1 519 999.80 |
| 1643 | Emprunts en devises | | |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | | |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | | |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | | |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | | |
| 1681 | Autres emprunts | | |
| 1687 | Autres dettes | | |
| | Autres dépenses à déduire des ressources propre | 100 000.00 | 100 000.00 |
| 10 | Reprise de dotations, fonds divers et réserves | | |
| 10 | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | |
| 139 | Subvention d'investissement transférée au compte | 100 000.00 | 100 000.00 |
| 020 | Dépenses imprévues | | |

| | Op. de l'exercice III | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent | Solde d'exécution D001 | TOTAL IV |
|---|-----------------------|---|------------------------|--------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | 1 619 999.80 | 1 195 804.20 | | 2 815 804.00 |

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES | B9.2 |

RESSOURCES PROPRES

| Art. | Libellé | Propositions nouvelles | Vote |
|--|---|------------------------|---------------------|
| RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b | | 3 544 799.35 | 3 544 799.35 |
| | Ressources propres externes de l'année (a) | 599 799.35 | 599 799.35 |
| 10222 | FCTVA | 599 799.35 | 599 799.35 |
| 10228 | Autres fonds | | |
| 138 | Autres subvent ⁿ invest. non transf. | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des par | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | |
| | Ressources propres internes de l'année (b) | 2 945 000.00 | 2 945 000.00 |
| 169 | Primes de remboursement des obligations | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des par | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | |
| 28 | Amortissement des immobilisations | 2 900 000.00 | 2 900 000.00 |
| 28031 | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES | 2 150.00 | 2 150.00 |
| 280441 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | 7 240.00 | 7 240.00 |
| 280452 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | |
| 28051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICEN | 109 600.00 | 109 600.00 |
| 281 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 8 260.00 | 8 260.00 |
| 28121 | PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES | 550.00 | 550.00 |
| 281311 | BATIMENTS ADMINISTRATIFS | 135 770.00 | 135 770.00 |
| 281312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | 49 630.00 | 49 630.00 |
| 281318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | 1 175.00 | 1 175.00 |
| 281351 | BATIMENTS PUBLICS | 72 610.00 | 72 610.00 |
| 281531 | RESEAUX DE TRANSMISSION | 192 050.00 | 192 050.00 |
| 281532 | RESEAUX D'ALERTE | 73 800.00 | 73 800.00 |
| 281538 | AUTRES RESEAUX | 80 350.00 | 80 350.00 |
| 281561 | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 1 142 900.00 | 1 142 900.00 |
| 281562 | MATERIEL NON MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 213 555.00 | 213 555.00 |
| 281568 | AUTRE MATERIEL D'INCENDIE ET DE SECOURS | 219 150.00 | 219 150.00 |
| 281571 | ATELIERS | 22 160.00 | 22 160.00 |
| 281578 | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE | 101 000.00 | 101 000.00 |
| 28158 | AUTRES | 16 575.00 | 16 575.00 |
| 2817312 | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS | 349 110.00 | 349 110.00 |
| 2817532 | RESEAUX D'ALERTE | 185.00 | 185.00 |
| 2817561 | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 2 745.00 | 2 745.00 |
| 2817562 | MATERIEL NON MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 215.00 | 215.00 |
| 281784 | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER | | |
| 281788 | AUTRES | | |
| 28181 | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENT | 5 800.00 | 5 800.00 |
| 28183 | MATERIEL INFORMATIQUE | 63 055.00 | 63 055.00 |
| 28184 | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER | 26 700.00 | 26 700.00 |
| 28188 | AUTRES | 3 665.00 | 3 665.00 |
| 481 | Charges à répartir sur plusieurs exercices | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 45 000.00 | 45 000.00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | |

| | Opérations de l'exercice VII | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent | Solde d'exécution R001 | Affectation R1068 | TOTAL VIII |
|--------------------------------------|------------------------------|---|------------------------|-------------------|--------------|
| Total ressources propres disponibles | 3 544 799.35 | 1 000 000.00 | 411 635.65 | 319 300.00 | 5 275 735.00 |

| | |
|---|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES | B9.2 |

RESSOURCES PROPRES

| | Montant |
|---|-------------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | IV 2 815 804.00 |
| Ressources propres disponibles | VIII 5 275 735.00 |
| Solde (VIII - IV) | IX 2 459 931.00 |

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV

A1.1

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/2021 | Montant des tirages 2020 | Montant des remboursements 2020 | | Encours restant dû au 01/01/2021 |
|--|--|--|--------------------------|---------------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| 5191 Avances du trésor | | | | | | |
| ... | | | | | | |
| 5192 Avances de trésorerie | | | | | | |
| ... | | | | | | |
| 51931 Lignes de trésorerie | | | | | | |
| 51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt | | | | | | |
| 5194 Billets de trésorerie | | | | | | |
| 5198 Autres crédits de trésorerie | | | | | | |
| ... | | | | | | |
| 519 Crédits de trésorerie (Total) | | | | | | |

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 1424-30 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6611 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

| IV – ANNEXES | | IV |
|--|--|------|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE | | A1.2 |

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------------------|---|-------------------------------|---------------|----------------------------|---|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| 163 Emprunts obligataires (Total) | | | | | | | | | | | | | | |
| 164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total) | | | | | 18 122 598,08 | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 18 122 598,08 | | | | | | | | | |
| 31 | CAISSE D'EPARGNE | 30/10/2007 | 30/10/2007 | 30/01/2008 | 1 195 000,00 | F | Taux fixe à 3,85 % | 3,85 | 3,91 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 36 | CAISSE D'EPARGNE | 12/02/2008 | 12/02/2008 | 15/02/2009 | 1 178 000,00 | V | (EONIA(Positif 6)-Floor-0.1 sur EONIA(Positif 6) + 0.1) | 3,13 | 0,00 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 35 | CAISSE D'EPARGNE | 14/12/2007 | 15/02/2008 | 25/05/2008 | 612 000,00 | F | Taux fixe à 4,52 % | 4,52 | 4,60 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 37 | CAISSE D'EPARGNE | 06/02/2009 | 06/02/2009 | 30/12/2009 | 3 940 600,00 | F | Taux fixe à 4,23 % | 4,23 | 4,30 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 38 | DEXIA CL | 26/03/2010 | 10/04/2010 | 01/07/2010 | 2 979 332,08 | F | Taux fixe à 4,51 % | 4,51 | 4,65 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 39 | CREDIT AGRICOLE | 17/12/2010 | 23/11/2011 | 09/03/2012 | 900 000,00 | F | Taux fixe à 0 % | 0,00 | 0,00 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 41 | CREDIT AGRICOLE | 08/12/2011 | 08/12/2011 | 30/08/2012 | 800 000,00 | F | Taux fixe à 4,45 % | 4,45 | 4,52 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 42 | CAISSE D'EPARGNE | 02/04/2012 | 23/09/2012 | 25/12/2012 | 800 000,00 | F | Taux fixe à 4,39 % | 4,39 | 4,46 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 44 | CREDIT AGRICOLE | 19/06/2013 | 19/06/2013 | 05/03/2014 | 400 000,00 | V | Moyenne Euribor 3M + 2 | 2,21 | 2,23 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 45 | BANQUE POSTALE | 06/06/2014 | 16/10/2014 | 01/02/2015 | 582 853,00 | F | Taux fixe à 2,55 % | 2,55 | 2,57 | EUR | T | C | O | A-1 |
| 46 | CREDIT AGRICOLE | 29/06/2015 | 29/06/2015 | 31/03/2016 | 1 100 000,00 | F | Taux fixe à 1,3 % | 1,30 | 1,31 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 47 | CREDIT AGRICOLE | 29/06/2016 | 29/06/2016 | 02/03/2017 | 839 615,00 | F | Taux fixe à 1,04 % | 1,04 | 1,04 | EUR | T | C | O | A-1 |
| 48 | CAISSE D'EPARGNE | 26/06/2017 | 25/12/2017 | 25/03/2018 | 795 198,00 | F | Taux fixe à 0,94 % | 0,94 | 0,94 | EUR | T | P | O | A-1 |
| 49 | SOCIETE GENERALE | 23/11/2020 | 25/11/2020 | 25/02/2021 | 1 000 000,00 | F | Taux fixe à 0,47 % | 0,47 | 0,48 | EUR | T | C | O | A-1 |

| 50 | CREDIT AGRICOLE | 15/12/2020 | 15/12/2020 | 30/09/2021 | 1 000 000,00 | F | Taux fixe à 0,44 % | 0,44 | EUR | X | C | O | A-1 |
|-------|--|------------|------------|------------|----------------------|---|--------------------|------|-----|---|---|---|-----|
| 1643 | Emprunts en devises (total) | | | | | | | | | | | | |
| 16441 | Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | | | | | | | | |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus (Total) | | | | | | | | | | | | |
| 167 | Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total) | | | | | | | | | | | | |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor (total) | | | | | | | | | | | | |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | | | | | | | | | | | |
| 1675 | Dettes pour M.E.T.P et PPP (total) | | | | | | | | | | | | |
| 1676 | Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | | | | | | | | | | | |
| 1678 | Autres emprunts et dettes (total) | | | | | | | | | | | | |
| 168 | Emprunts et dettes assimilées (Total) | | | | | | | | | | | | |
| 1681 | Autres emprunts (total) | | | | | | | | | | | | |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | | | | | | | | |
| 1687 | Autres dettes (total) | | | | | | | | | | | | |
| | Total général | | | | 18 122 598,08 | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : bimestrielle, B : trimestrielle, T : semestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

| IV – ANNEXES | | IV |
|--|--|------|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE | | A1.2 |

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Couverture 7 ON (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/2021 | Durée résiduelle (en années) | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | ICNE de l'exercice | |
|--|----------------------------|-----------------|--|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|--|--|-----------------------|---------------------------|---|--------------------|-----------|
| | | | | | | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | | |
| 163 Emprunts obligataires (Total) | | | | | | | | | | | | | |
| 164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total) | | | | 7 479 488,17 | | | | | | 1 407 647,35 | 205 568,61 | | 21 775,18 |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | 7 479 488,17 | | | | | | 1 407 647,35 | 205 568,61 | | 21 775,18 |
| 31 | N | | A-1 | 201 657,58 | 1,83 | F | Taux fixe à 3,85 % | 3,91 | | 98 897,30 | 6 347,38 | | 689,38 |
| 36 | N | | A-1 | 303 302,72 | 2,87 | F | Taux fixe à 4,54 % | 4,62 | | 96 572,66 | 12 141,26 | | 1 173,20 |
| 35 | N | | A-1 | 120 025,54 | 2,15 | F | Taux fixe à 4,52 % | 4,60 | | 51 849,27 | 4 554,53 | | 299,60 |
| 37 | N | | A-1 | 1 229 023,42 | 3,75 | F | Taux fixe à 4,23 % | 4,30 | | 309 017,78 | 47 128,86 | | 0,00 |
| 38 | N | | A-1 | 1 537 847,77 | 7 | F | Taux fixe à 4,51 % | 4,65 | | 180 649,34 | 67 251,72 | | 15 488,66 |
| 39 | N | | A-1 | 413 034,39 | 5,91 | F | Taux fixe à 3,25 % | 3,29 | | 63 391,04 | 12 656,24 | | 1 010,08 |
| 41 | N | | A-1 | 412 236,27 | 6,41 | F | Taux fixe à 4,45 % | 4,52 | | 55 965,23 | 17 419,21 | | 1 351,20 |
| 42 | N | | A-1 | 166 343,81 | 1,73 | F | Taux fixe à 4,39 % | 4,46 | | 93 494,63 | 5 777,33 | | 44,42 |
| 44 | N | | A-1 | 226 839,20 | 7,93 | V | Moyenne Euribor 3M + 2 | 1,51 | | 26 544,73 | 3 188,01 | | 188,90 |
| 45 | N | | A-1 | 233 141,08 | 3,83 | F | Taux fixe à 2,55 % | 2,57 | | 58 285,32 | 5 387,74 | | 730,75 |
| 46 | N | | A-1 | 567 839,74 | 5 | F | Taux fixe à 1,3 % | 1,31 | | 110 659,28 | 6 844,00 | | 0,00 |
| 47 | N | | A-1 | 503 768,92 | 5,92 | F | Taux fixe à 1,04 % | 1,04 | | 83 961,52 | 4 911,74 | | 339,58 |
| 48 | N | | A-1 | 564 427,73 | 6,98 | F | Taux fixe à 0,94 % | 0,94 | | 78 379,23 | 5 029,88 | | 83,46 |
| 49 | N | | A-1 | 1 000 000,00 | 14,9 | F | Taux fixe à 0,47 % | 0,48 | | 66 666,68 | 4 645,82 | | 435,96 |
| 50 | N | | A-1 | 0,00 | 15,5 | F | Taux fixe à 0,44 % Taux fixe à 0,44 % | 0,44 | | 33 333,34 | 2 303,89 | | 0,00 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) | | | | | | | | | | | | | |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus (Total) | | | | | | | | | | | | | |
| 167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total) | | | | | | | | | | | | | |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | | | | | | | | | | | | |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | | | | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total) | | | | | | | | | | | | | |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | | | | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | | | | | | | | | |

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV
A1.3

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/2021 (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couverture éventuelle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (8) | Intérêts payés au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|--|-----------------------------------|-------------|--------------------------------------|--------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------|--------------------|--|--|--|---|--|
| Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (A) | | | | | | | | | | | | | | |
| Barrière simple (B) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (B) | | | | | | | | | | | | | | |
| Option d'échange (C) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (C) | | | | | | | | | | | | | | |
| Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (D) | | | | | | | | | | | | | | |
| Multiplicateur jusqu'à 5 (E) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (E) | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres types de structures (F) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (F) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | | | | | | | | | |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1. : indice zone euro / 2. : indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3. : Ecart indice zone euro / 4. : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5. : écarts d'indices hors zone euro / 6. : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES

| | |
|---|------|
| | IV |
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS | A1.4 |

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Indices sous-jacents | (1) Indices zone euros | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecart d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecart d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|--|--------------------------------------|--|----------------------------------|--|---------------------------------------|-----------------------|
| Structure | | | | | | |
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) | 15 100,00% 7 479 488 € | | | | | |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | | | | | | |
| (C) Option d'échange (swaption) | | | | | | |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé | | | | | | |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | | | | | | |
| (F) Autres types de structures | | | | | | |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

| IV – ANNEXES | | IV |
|--|--|------|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE | | A1.5 |

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | Instrument de couverture | | | | | | | | | | |
|---|--------------------------------|----------------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------|--|--|--------------------------|------------------------|---|----------------------------------|-------------------------------------|--------------------|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/2021 | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notional de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes éventuelles |
| Taux fixe (total) | | | | | | | | | | | | | |
| Taux variable simple (total) | | | | | | | | | | | | | |
| Taux complexe | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tumeur, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

| IV – ANNEXES | | IV |
|--|--|------|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE | | A1.5 |

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Référence de l'emprunt couvert | Effet de l'instrument de couverture | | | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt (8) | |
|---|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------|---------------|----------------|---|----------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| | | Index (5) | Niveau de taux (6) | Index | Niveau de taux | | | | |
| Taux fixe (total) | | | | | | | | | |
| Taux variable simple (total) | | | | | | | | | |
| Taux complexe (total) (2) | | | | | | | | | |
| Total | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *SWAP*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| IV-ANNEXES | | IV |
|--------------------------------------|--|----|
| ELEMENTS DU BILAN-METHODES UTILISEES | | A2 |

DELIBERATIONS DU 17/11/2006 et 16/12/2015
BIENS DE FAIBLE VALEUR : SEUIL D'AMORTISSEMENT SUR UN AN : 150 € DELIBERATION DU 18/12/2009
AMORTISSEMENT LINEAIRE

| code amort. | libellé amortissement | articles | durée d'amort. |
|--|--|--|----------------|
| véhicules et matériel remorquable | | | |
| VEH1 | véhicules et matériel remorquable-5 | véhicules légers Etat major | 5 |
| VEH2 | véhicules et matériel remorquable-10 | véhicules de secours aux asphixiés et aux blessés(VSAB), ou véhicules de secours et assistance aux victimes (VSAV), véhicule léger de reconnaissance et de commandement, canot de sauvetage léger (coque, moteur, remorque), véhicules reconditionnés ou achetés d'occasion | 10 |
| VEH3 | véhicules et matériel remorquable-12 | véhicule de transport du personnel véhicule liaisons radio commandement tout terrain véhicule poste commandement léger | 12 |
| VEH4 | véhicules et matériel remorquable-15 | camion d'interventions diverses CID camionnettes tout usage CTU véhicules équipés spécialisées (CMIC, cyno,...) échelle sur porteur et échelle remorquable véhicule de secours routier VSR véhicule plongeur véhicule tout usage et secours routier VTUSR | 15 |
| VEH5 | véhicules et matériel remorquable-18 | berce et porte berce (structure PMA, ...) fourgon de secours routier véhicule de secours routier tout terrain VSRTT véhicule poste commandement, camion citerne, camion grue, camion atelier, échelle pivotante, fourgon pompe tonne, dévidoir automobile DA, motopompe remorquable | 20 |
| balisage et éclairage | | | |
| BEI1 | balisage et éclairage-5 | matériel de signalisation et balisage (triangle de balisage et balises) | 5 |
| BEI2 | balisage et éclairage-6 | autre matériel de balisage | 6 |
| BEI3 | balisage et éclairage-10 | matériel éclairage, groupe électrique ou électrogène, mât pneumatique ou classique, matériel électrique, kit balisage véhicules, rampe | 10 |
| matériel d'intervention pour le secours à personnes | | | |
| SAP1 | matériel d'intervention pour le secours à personnes-3 | insufflateurs BAVU (ballon autorempisseur à valve unidirectionnelle), matériel de contention (matelas coquille, atelles,...) | 3 |
| SAP2 | matériel d'intervention pour le secours à personnes-5 | aspirateur de mucosité, respirateur, plan dur, brancard, chaise d'escalier, sacs pour bouteille oxygène | 5 |
| SAP3 | matériel d'intervention pour le secours à personnes-7 | lots de sauvetage, malette ouvre porte, claie de portage | 7 |
| SAP4 | matériel d'intervention pour le secours à personnes-10 | découpeur plasma, matériel de désincarcération | 10 |
| matériel d'intervention contre l'incendie | | | |
| INC1 | matériel d'intervention contre l'incendie-3 | extincteurs | 3 |
| INC2 | matériel d'intervention contre l'incendie-7 | tuyaux incendie, accessoires incendie et sauvetage équipant les véhicules incendie, échelles à main | 7 |
| INC3 | matériel d'intervention contre l'incendie-8 | motopompe flottante, démètre pèse poteaux (PIBI) | 8 |
| INC4 | matériel d'intervention contre l'incendie-10 | appareils production mousse | 10 |
| autres spécialités opérationnelles | | | |
| CYN1 | cyno-7 | équipes cynotechniques | 7 |
| GRP1 | grimp-7 | grimp | 7 |
| | | plongeurs | |
| PLG1 | plongeurs-5 | instruments de mesure de plongée | 5 |
| PLG2 | plongeurs-7 | matériel de plongée collectif ou individuel, combinaisons de plongée | 7 |
| PLG3 | plongeurs-10 | mano détendeur | 10 |
| | | risques NRBC | |
| NBC1 | risques NRBC-2 | tubes réactifs | 2 |
| NBC2 | risques NRBC-5 | appareils de mesure, explosimètres, détecteurs | 5 |
| NBC3 | risques NRBC-7 | scaphandres | 7 |
| NBC4 | risques NRBC-10 | matériels et kit d'obturation, réservoirs souples, pompe hydrocarbure et anti-déflagrante, barrage flottant sauvetage déblaiement | 10 |
| SD1 | sauvetage déblaiement-5 | appareils de détection, caméras | 5 |
| SD2 | sauvetage déblaiement-10 | accessoires hydraulique sauvetage déblaiement, groupe hydraulique et matériels électroportatifs, matériels de traction et de levage | 10 |

| code amort. | libellé amortissement | articles | durée d'amort. |
|--|--|--|----------------|
| équipements de protection, tenues spéciales | | | |
| EPI1 | équipements de protection, tenues spéciales-3 | vestes et pantalons F1 | 3 |
| EPI2 | équipements de protection, tenues spéciales-5 | combinaisons (F1, anti insectes, NRBC avec bottes), chaussures d'intervention, ceinturon, ensemble super protection basse température ou chaleur radiante, tenues de protection spécialisées | 5 |
| EPI3 | équipements de protection, tenues spéciales-7 | vestes de protection textile, surpantalons, longues de maintien | 7 |
| EPI4 | équipements de protection, tenues spéciales-10 | casques SP d'intervention | 10 |
| matériel ARI | | | |
| ARI1 | matériel d'intervention diverses-7 | ARI et accessoires (dispositif homme mort) | 7 |
| ARI2 | matériel d'intervention diverses-10 | bouteilles composites | 10 |
| ARI3 | matériel d'intervention diverses-15 | bouteilles acier, compresseur air haute pression, accessoires pour compresseur, rampes de remplissage | 15 |
| matériel d'intervention diverses | | | |
| DIV1 | matériel d'intervention diverses-5 | stations météo, anémomètres | 5 |
| DIV2 | matériel d'intervention diverses-10 | matériels d'épuisement électrique ou thermique, matériels de tronçonnage et débroussaillage | 10 |
| matériel médical | | | |
| MED1 | matériel médical-3 | électrocardiographe, pèse-personne, pousse | 3 |
| MED2 | matériel médical-5 | définibrillateur semi automatique, capteur d'efforts, laryngoscope, tensiomètre, brassard velcro, divan d'examen | 5 |
| MED3 | matériel médical-7 | insufflateur électrique, matériels visites médical | 7 |
| matériel de formation et équipements sportifs | | | |
| FOR1 | matériel formation/sport-5 | activités sportives (simulateur parcours) | 5 |
| matériel de communication-transmission | | | |
| TRS1 | matériel de communication-transmission-2 | téléphones portables | 2 |
| TRS2 | matériel de communication-transmission-3 | appel sélectif bip, téléphone (hors portables), matériel radio sous marin | 3 |
| TRS3 | matériel de communication-transmission-5 | appareils de mesures et outillage spécifique radio, poste radio portatif | 5 |
| TRS4 | matériel de communication-transmission-10 | relais, poste radio mobile et fixes | 10 |
| TRS5 | matériel de communication-transmission-20 | pylône, infrastructure radio | 20 |
| Informatique et bureautique | | | |
| INF1 | informatique-4 | matériel informatique, appareil photo numérique, télécopieur, rétroprojecteur, GPS, logiciel bureautique | 4 |
| INF2 | informatique-5 | photocopieur, destructeur de papier, plieuse | 5 |
| INF3 | informatique-10 | câblage, progiciel de gestion | 10 |
| équipements des ateliers et outillage | | | |
| ATE1 | outillage-7 | outillage divers manuel | 7 |
| ATE2 | outillage-10 | matériel de levage, de lavage, compresseurs d'air, outillage électrique | 10 |
| ATE3 | outillage-12 | chariot élévateur électrique ou thermique | 12 |
| ATE4 | outillage-15 | chariot élévateur électrique ou thermique neuf | 15 |
| équipement des bureaux | | | |
| MOB1 | équipement des bureaux-5 | petit mobilier de bureau (chaises, fauteuils,...) | 5 |
| MOB2 | équipement des bureaux-10 | gros mobilier de bureau | 10 |
| équipement des espaces vie | | | |
| ELM1 | équipement des espaces vie-5 | petit électroménager | 5 |
| ELM2 | équipement des espaces vie-7 | gros électroménager | 7 |
| ELM3 | équipement des espaces vie-10 | mobilier de restauration ou hébergement | 10 |
| immobilier | | | |
| BAT1 | immobilier-10 | bâtiments légers, installations générales agencements aménagements des constructions, installations techniques | 20 |
| BAT2 | immobilier-15 | agencement et aménagement de terrains | 30 |
| BAT3 | immobilier-30 | bâtiments traditionnels | 50 |

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | | |
|--|--|-----------|
| IV-ANNEXES | | IV |
| ELEMENTS DU BILAN-ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2021 ET PROVISIONS NOUVELLES | | A3 |

| nature et objet de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) A | date de constitution de la provision | montants des provisions constituées au 1/1/2021 B | montant total des provisions C=A+B | montant des reprises D | solde E=C-D |
|--|--|--------------------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------|----------------|
| provisions pour risques et charges (2) | | | | | | |
| provisions pour dépréciation (2) | | | | | | |
| provision pour non remboursement d'une avance suite à liquidation judiciaire | 0,00 € | | 288 732,00 € | 288 732,00 € | 0,00 € | 288 732,00 € |
| TOTAL GENERAL | 0,00 € | | 0,00 | 288 732,00 | 0,00 | 288 732,00 |

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement...).

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | | |
|---|--|-----------|
| IV-ANNEXES | | IV |
| ELEMENTS DU BILAN-ETAT DES CHARGES TRANSFEREES | | A4 |

| exercice | nature de la dépense transférée | durée de l'étalement (en mois) | date de la délibération | montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | montant amorti au titre des exercices précédents (II) | montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | solde (1) |
|----------|---------------------------------|--------------------------------|-------------------------|--|---|--|-----------|
| | TOTAL | | | | | | |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I - (II + III).

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

IV-ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN-DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)

IV

A5

| N° opération : | intitulé de l'opération: | | | | date de la délibération: | | | | | |
|---|--------------------------|---|----------------------------|---------------------------|--------------------------|---|---|----------------------------|---------------------------|-----------|
| | dépenses | pour mémoire réalisation cumulées au 01/01/2021 (2) | restes à réaliser 2020 (3) | dépenses nouvelles votées | total (4) | recettes | pour mémoire réalisation cumulées au 01/01/2021 (2) | restes à réaliser 2020 (3) | dépenses nouvelles votées | total (4) |
| 45... + n° d'opération | | | | | | 45... + n° d'opération Financement | | | | |
| 040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire | | | | | | 040 Financement par SDIS | | | | |
| 041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section | | | | | | 041 Financement. par emprunt à la charge du tiers | | | | |
| TOTAL | | | | | | TOTAL | | | | |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total des dépenses = Restes à réaliser N-1 + dépenses nouvelles votées.

Total des recettes = Restes à réaliser N-1 + recettes nouvelles votées

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | |
|---|-----------|
| IV-ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET (article 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L3241-1 et L3312-7 du CGCT) | B1 |

| articles (1) | subventions (2) | objet (3) | nom de l'organisme | nature juridique de l'organisme | montant de la subvention |
|-----------------------|-----------------|---------------------|---|---------------------------------|--------------------------|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 6574 | | subvention annuelle | Union Départementale des Sapeurs-Pompiers | association | 62 000 € |
| 6574 | | subvention annuelle | Pompiers Urgence Internationale | association | 5 000 € |
| 6474 | | subvention annuelle | comité des œuvres sociales du SDIS | association | 70 000 € |
| | | | | | 137 000 € |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | |
|---|-----------|
| IV-ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES CONTRATS DE CREDITS BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER) | B2 |

| type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat | exercice d'origine du contrat | désignation du crédit bailleur | durée du contrat (en mois) | montant de la redevance | montant des redevances restant à recouvrir | | | | | total (1) |
|--|-------------------------------|--------------------------------|----------------------------|-------------------------|--|-----|-----|-----|---------------|-----------|
| | | | | | N+1 | N+2 | N+3 | N+4 | cumul restant | |
| credits bail mobiliers | | | | | | | | | | |
| credits bail immobiliers | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | | | |

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | | |
|---|--|-----------|
| IV-ANNEXES | | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE | | B3 |

| libellé du contrat | année de signature du contrat de PPP | organismes cocontractants | nature des prestations prévues au titre du contrat de PPP | montant total prévu au titre du contrat de PPP | montant de la rémunération du cocontractant | durée du contrat de PPP | date de fin du contrat de PPP | somme des parts investissements (1) | somme nette des parts investissements (2) |
|--------------------|--------------------------------------|---------------------------|---|--|---|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|---|
| | | | | | | | | | |

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| IV-ANNEXES | | | | | | | IV |
|--|--|------------------------|----------------|-------------|------------------------------|--------------------------------|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES ENGAGEMENTS DONNES | | | | | | | B4 |
| année d'origine | nature de l'engagement | organisme bénéficiaire | durée en année | périodicité | dette en capital à l'origine | dette en capital au 01/01/2021 | annuité à verser au cours de l'exercice |
| 8017 | subventions à verser en annuités | | | | | | |
| 8018 | autres engagements donnés au profit d'organismes publics | | | | | | |
| | au profit d'organismes privés | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | | |
|---|--|----|
| IV-ANNEXES | | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS | | B5 |

| année d'origine | nature de l'engagement | organisme bénéficiaire | durée en année | périodicité | créance en capital à l'origine | créances en capital au 01/01/2021 | annuité à recevoir au cours de l'exercice | |
|-----------------|---|------------------------|----------------|-------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|--|
| | 8026 redevance de crédit ball restant à recevoir (crédit ball immobilier) | | | | | | | |
| | 8027 subventions à recevoir en annuités | | | | | | | |
| | 8028 autres engagements reçus à l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | | | |
| | engagements reçus des entreprises | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | |

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE VIENNE

| | | |
|---|--|-----------|
| IV - ANNEXES | | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | | B6 |

| AUTORISATION DE PROGRAMME | | montant des AP | | | | montant des CP | | | |
|---------------------------|---|---|-----------------------------|---|--|---|--------------------------------------|---|--|
| numéro | libellé | Pour mémoire, A.P. votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2021 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2021) | crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2021) (1) | crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2021 (2) | restes à financer de l'exercice 2022 | restes à financer (exercices au-delà de 2022) | |
| | TOTAL | 15 573 080,77 € | 222 528,25 € | 15 795 609,02 € | 2 040 982,50 € | 1 635 003,20 € | 7 849 005,00 € | 4 270 618,32 € | |
| 00015 | CS LIMOGES SUD | 5 186 813,38 € | 0,00 € | 5 186 813,38 € | 206 270,24 € | 310 543,14 € | 4 670 000,00 € | 0,00 € | |
| 00030 | CS MARTIAL MITOUT | 7 102 148,20 € | 223 447,98 € | 7 325 596,18 € | 432 290,18 € | 748 576,00 € | 2 635 625,00 € | 3 509 105,00 € | |
| 00032 | SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION CENTRE DE | 1 404 600,79 € | -919,73 € | 1 403 681,06 € | 1 317 194,09 € | 86 486,97 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| 00034 | TRAITEMENT DE L'ALERTE | 679 518,40 € | 0,00 € | 679 518,40 € | 71 138,40 € | 0,00 € | 228 380,00 € | 380 000,00 € | |
| 00041 | SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 2 | 1 200 000,00 € | 0,00 € | 1 200 000,00 € | 14 089,59 € | 489 397,09 € | 315 000,00 € | 381 513,32 € | |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE VIENNE

| | | |
|---|--|-----------|
| IV - ANNEXES | | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | | B7 |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | montant des AE | | | | montant des CP | | | |
|---------------------------|---------|---|-----------------------------|---|--|---|--------------------------------------|--|--|
| | | Pour mémoire, A.E. votée y compris ajustement | Révision de l'exercice 2021 | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2021) | crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2021) (1) | crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2021 (2) | restes à financer de l'exercice 2022 | restes à financer (exercices au-delà 2022) | |
| numéro | libellé | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| TOTAL | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
 (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV- ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2021

IV

C1

| GRADES OU EMPLOIS | CATEGORIES | EFFECTIFS BUDGETAIRES | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETP | | |
|---|------------|------------------------------------|--|-------|--|-----------------------|-------|
| | | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| FILIERE SAPEURS-POMPIERS | | 216 | 0 | 216 | 196 | 10,5 | 206,5 |
| SPP | | 210 | 0 | 210 | 193 | 9 | 202 |
| Colonel HC | A | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 |
| Colonel | A | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Lieutenant-colonel | A | 3 | 0 | 3 | 2 | 0 | 2 |
| Commandant | A | 6 | 0 | 6 | 5 | 0 | 5 |
| Capitaine | A | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| Lieutenant HC | B | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| Lieutenant de 1ere classe | B | 9 | 0 | 9 | 7 | 0 | 7 |
| Lieutenant de 2ème classe | B | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| Ajudant-chef, adjudant | C | 59 | 0 | 59 | 59 | 0 | 59 |
| Sergent-chef, sergent | C | 71 | 0 | 71 | 71 | 0 | 71 |
| Caporal-chef | C | 12 | 0 | 12 | 12 | 0 | 12 |
| Caporal appellation chef, caporal Sapeurs | C | 35 | 0 | 35 | 22 | 9 | 31 |
| SSSM | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin HC | A | 6 | 0 | 6 | 3 | 1,5 | 4,5 |
| Médecin de classe normale | A | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien HC | A | 1 | 0 | 1 | 0 | 0,5 | 0,5 |
| Cadre de Santé | A | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Infirmier HC | A | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Infirmier de classe supérieure | A | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier de classe normale | A | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | 29 | 0 | 29 | 29 | 0 | 29 |
| Attaché hors classe | A | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Attaché principal | A | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Attaché | A | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Rédacteur ppal 1ere classe | B | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Rédacteur ppal de 2ème classe | B | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Rédacteur | B | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| Adjoint adm ppal de 1ere classe | C | 6 | 0 | 6 | 6 | 0 | 6 |
| Adjoint adm ppal 2ème classe | C | 10 | 0 | 10 | 10 | 0 | 10 |
| Adjoint adm | C | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| FILIERE TECHNIQUE | | 22 | 0 | 22 | 20 | 1 | 21 |
| Ingénieur territorial ppal | A | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 |
| Technicien ppal 1 ère classe | B | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| Technicien ppal 2ème classe | B | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Technicien | B | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Agent de maîtrise | C | 4 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| Adjoint technique ppal 1ere classe | C | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Adjoint technique ppal 2ème classe | C | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Adjoint technique | C | 8 | 0 | 8 | 7 | 1 | 8 |
| PATS | | 51 | 0 | 51 | 49 | 1 | 50 |
| TOTAL GENERAL | | 267 | 0 | 267 | 245 | 11,5 | 256,5 |
| Contractuel SDIS | | | | | | | |
| Contrat de projet SIRH GTT | NIV B | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la qualité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail = 80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV- ANNEXES
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019

IV
C1

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/21 | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|----------------|-------------|------------------|-------|--------------------------|-----------------------|
| | | | INDICE (8) | EUROS | Fondement du Contrat (4) | Nature du Contrat (5) |
| Agents occupant un emploi permanent | | | | | | |
| Agents occupant un emploi non permanent (7) | | | | | | |
| 1 contrat projet | B | ADM | 415 | | A | contrat projet |
| TOTAL GENERAL | | | | | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C. Les personnes détachées sur un emploi fonctionnel doivent également être comptabilisées dans leur filière d'origine.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel.

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a : article 3, 1^{ère} alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2^{ème} alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (malade, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1* : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2* : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3* : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4* : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque le quotient de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5* : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n°2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : contrats aidés).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 du décret n° 85-1148 du 20 octobre 1985.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | |
|---|-----------|
| IV-ANNEXES | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION-LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE SDIS A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT et au SDIS par renvoi de l'article L. 3241-1) | C2 |

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

| la nature de l'engagement (2) | nom de l'organisme | raison sociale de l'organisme | nature juridique de l'organisme | montant de l'engagement |
|--|--------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| délégation de service public (3) | | | | |
| détention d'une part de capital | | | | |
| garantie ou cautionnement d'un emprunt | | | | |
| Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme | | | | |
| autres | | | | |

(1) Siège de l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | |
|---|------|
| IV-ANNEXES | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION-LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE SDIS | C3.1 |

| DESIGNATION DES ORGANISMES | DATE D'ADHESION | MODE DE PARTICIPATION | MONTANT DU FINANCEMENT |
|--|-----------------|-----------------------|------------------------|
| Syndicats mixtes (article L. 5721-1 du CGCT) | | | |
| Autres organismes de regroupement | | | |
| | | | |
| | | | |

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | | |
|---|--|------|
| IV-ANNEXES | | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION-LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES | | C3.2 |

| catégorie d'établissement | intitulé/objet de l'établissement | date de création | N° et date de délibération | nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui/non) |
|---------------------------|-----------------------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------|---------------|
| | | | | | |

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | |
|---|-------------|
| IV-ANNEXES | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION-LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES EN BUDGETS ANNEXES | C3.3 |

| catégorie de service | intitulé/objet du service | date de création | N° et date de délibération | N° SIRET | nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui/non) |
|----------------------|---------------------------|------------------|----------------------------|----------|---------------------------------|---------------|
| | | | | | | |

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

| | | |
|--|--|------|
| IV-ANNEXES | | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION-LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE | | C3.4 |

| catégorie de service | intitulé/objet du service | date de création | N° et date de délibération | nature de l'activité (SPIC/SPA) |
|----------------------|---------------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------|
| | | | | |

IV-ANNEXES

IV

ARRETE ET SIGNATURES

D

Nombres de membres en exercice ²²
 Nombre de membres présents ¹⁵
 Nombres de suffrages exprimés ¹⁶
 VOTES : Pour ¹⁶
 Contre ⁰
 Abstentions ⁰

Date de convocation : 22/01/2021

Présenté par le Président,

A Limoges

le 10/2/2021

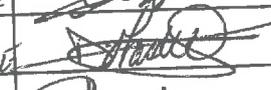
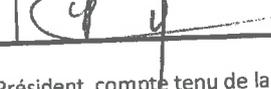
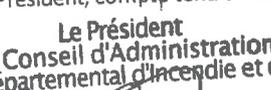
Le Président,
 Le Président
 du Conseil d'Administration
 du Service Départemental d'Incendie et de Secours


 Pierre ALLARD

Président par le Conseil d'administration, réuni en session

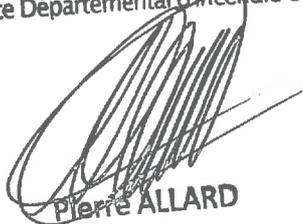
A Limoges

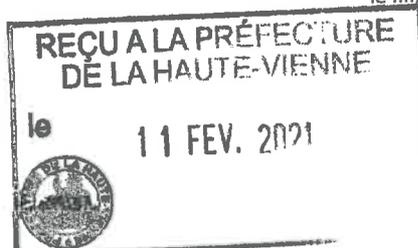
le 10/2/2021
 Les membres du Conseil d'administration,

| noms | signatures | pouvoir reçu (Oui/Non) | noms | signatures | pouvoir reçu (Oui/Non) |
|--------------------|---|------------------------|-----------|---|------------------------|
| Tremoussi |  | | Rebasse J |  | |
| ACHARD |  | Oui | Maurin |  | |
| GUERIN G. |  | | LEBLOU |  | |
| VARACHEAU JY |  | | | | |
| PERROT |  | | | | |
| SEVILLE-REACHE |  | | | | |
| GODRIE P |  | | | | |
| PERABOY A |  | | | | |
| GLUZENV PASCAL |  | | | | |
| Stéphane DELAVIÈRE |  | | | | |
| RAYMONDARD JM |  | | | | |

certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le et de la publication le .../.../....

Le Président
 du Conseil d'Administration
 du Service Départemental d'Incendie et de Secours


 Pierre ALLARD



A....., le .../.../....

REPRISE ANTICIPEE DU RESULTAT 2020

FEUILLE DE CALCUL DU RESULTAT PREVISIONNEL

Conformément à la réglementation comptable applicable aux SDIS, la M61, la reprise anticipée du résultat doit être justifiée par une fiche de calcul du résultat prévisionnel établie par le Président du Conseil d'Administration du SDIS et attestée par le payeur.

POUR MEMOIRE :

| | |
|--|----------------|
| Résultat de fonctionnement antérieur reporté (report à nouveau créditeur) | 2 358 220.00 € |
| Solde d'investissement antérieur reporté | 1 406 081.26 € |

SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2020 :

| | |
|---------------------------------|---------------|
| Solde d'exécution de l'exercice | -994 445.61 € |
| Solde d'exécution cumulé | 411 635.65 € |

RESTES A REALISER AU 31/12/2020 :

| | |
|---------------------------|----------------|
| Recettes d'investissement | 1 000 000.00 € |
| Dépenses d'investissement | 1 195 804.20 € |
| Solde | - 195 804.20 € |

BESOIN OU EXCEDENT DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2020 :

| | |
|---------------------------------------|----------------|
| Rappel du solde d'exécution cumulé | 411 635.65 € |
| Rappel du solde des restes à réaliser | - 195 804.20 € |

Excédent de Financement Total : 215 831.45 €

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

| | |
|-------------------------|-----------------------|
| Résultat de l'exercice | 481 533.10 € |
| Résultat antérieur | 2 358 220.00 € |
| Total à affecter | 2 839 753.10 € |

AFFECTATION

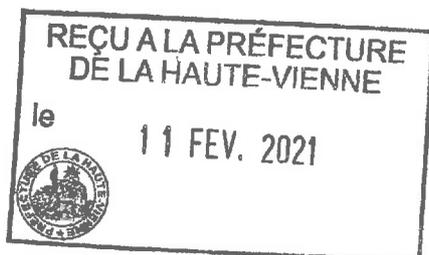
| | |
|---|----------------|
| 1°) Couverture du besoin de financement de la section d'investissement (crédit du compte 1068 sur B.Primitif 2021) | 0.00 € |
| 2°) dotation complémentaire en section d'investissement (1068) | 319 300.00 € |
| 3°) Reste sur excédent de fonctionnement à reporter au Budget Primitif 2021 (ligne 002 résultat de fonctionnement reporté) | 2 520 453.10 € |

SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT 411 635.65 €

(ligne 001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté au B.Primitif 2021)

Le Payeur Départemental,

Nicolle MARTIN



Le Président du Conseil d'Administration,

Pierre ALLARD